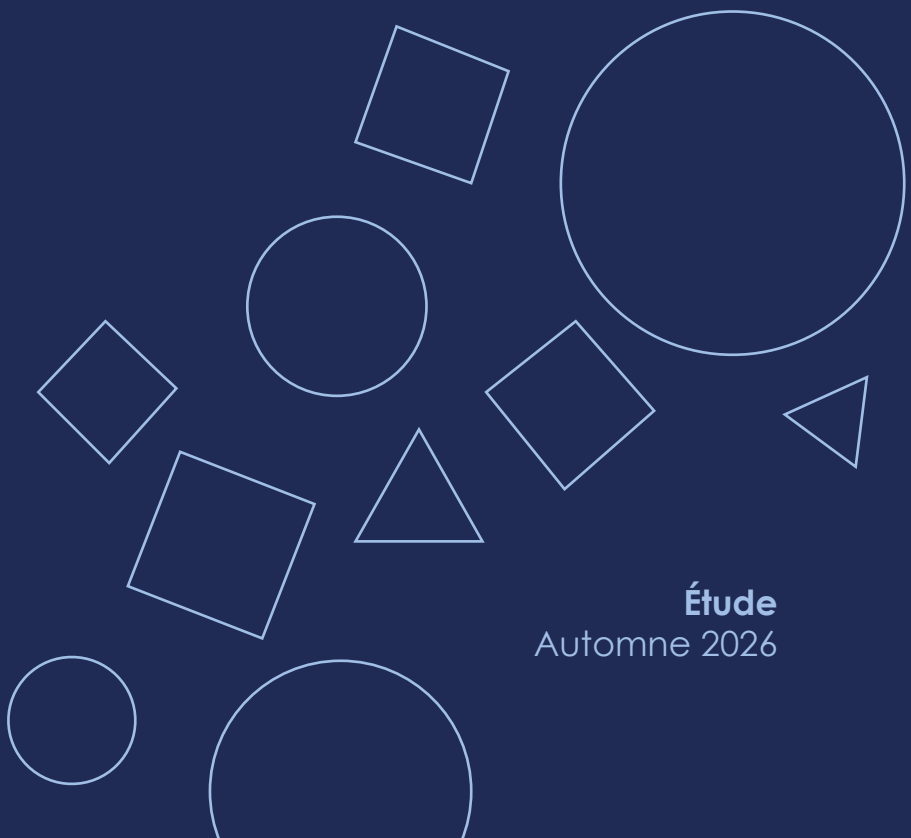
Périclès
SOCIÉTÉ D'INTELLIGENCE POLITIQUE

Une France de droites

Quatre droites dans une France clairement à droite



Étude
Automne 2026

Périclès est la première société d'intelligence politique de droite en France.

Acteur métapolitique de long terme, Périclès soutient et suscite des projets qui répondent aux grands enjeux du XXIe siècle pour la France.



Auteurs

Équipes Périclès

sous la direction de

Pierre Giry
directeur de la stratégie éditoriale
pierre.giry@periclesfrance.org



Éditorial

par **Arnaud Rérolle**
co-fondateur et directeur général de Périclès

Née il y a 70 ans, l'analyse fondatrice de René Rémond a structuré la compréhension des droites en France. Cette définition d'une droite en trois familles, légitimiste, bonapartiste et orléaniste, a survécu aux changements de régime et de majorité.

Tandis que se termine une décennie de macronisme bâti sur la promesse de dépasser le clivage opposant la gauche et la droite, et alors que notre société est confrontée à des bouleversements sans précédent (immigration massive, décivilisation, État obèse), nous avons voulu contribuer à renouveler la compréhension des droites en France.

Depuis trois ans, l'organisation Périclès suscite des initiatives privées favorables au redressement de la France. À travers cette activité d'investisseur métapolitique, Périclès contribue de manière singulière au débat public. Un tel engagement ne va pas sans chercher à comprendre les attentes des Français, la nature des enjeux politiques et la structuration de l'offre qui y répond. C'est précisément l'ambition de cette étude.

Je remercie chaleureusement tous ceux qui ont concouru à sa réalisation, en particulier nos grandes signatures pour leur éclairage : Mathieu Bock-Côté, Rémi Brague, Chantal Delsol, Philippe d'Iribarne et Nicolas Pouvreau-Monti, ainsi que Pierre Giry pour ses analyses et la coordination de l'étude.

Le peuple de droite formule des demandes politiques claires et à la fois radicales et raisonnables : l'inversion des flux migratoires, la défense des racines chrétiennes de la France, une économie moins étatisée et plus méritocratique. Quatre droites homogènes se distinguent aujourd'hui, dans une France clairement à droite : la « droite progressiste », la « droite libérale », la « droite régalienne » et la « droite intégrale ».

Les sujets qui réunissent le peuple de droite sont plus nombreux que ceux qui le divisent. La droite se révèle majoritaire dans l'opinion et prête à adopter les mesures que les défis réclament.

Nous formons le vœu que cette étude puisse contribuer à faire advenir les solutions politiques que le redressement du pays appelle, et auquel Périclès œuvre.

Synthèse des résultats

La France est à droite : 51% des électeurs actifs s'autopositionnent à droite, contre 30% à gauche et 19% ni à gauche ni à droite.

Le clivage gauche-droite réaffirme sa pertinence dans l'analyse du jeu politique : les 'ni à gauche, ni à droite' font largement le choix d'un vote blanc ou nul (37% au 1er tour de 2022, 54% au 1er tour de 2024) ou de l'abstention (72% des abstentionnistes récurrents se disent 'ni à gauche, ni à droite').

Le RN est le premier parti de droite de France : **93%** des électeurs du RN considèrent que le RN est de droite. Ils sont même 57% à considérer le parti pour lequel ils votent comme d'extrême droite. Seuls **4%** des électeurs du RN le considèrent 'ni à gauche, ni à droite'.

L'immigration est désormais le **principal thème** sur lequel s'opère le **clivage** entre la droite et la gauche, devant le clivage historique sur le rapport à la Révolution française et à l'héritage historique et chrétien de la France, qui fondait les trois droites de René Rémond.

Qu'est-ce qu'une **politique de droite** ? Trois piliers ressortent.

01 **Pour l'inversion des flux migratoires : 76%** de la droite est pour « arrêter l'immigration et faire partir une grande partie des étrangers récemment entrés en France ». Cette demande, qui est une définition possible de la **« remigration »** défendue dans le débat public, est l'une des demandes politiques de la droite qui rencontre l'adhésion la plus forte, avec 72% des électeurs du RN qui sont même « tout à fait d'accord ». Par ailleurs, 78% des électeurs toutes couleurs confondues partagent au moins une affirmation critique de l'immigration et favorable à un État régalien plus fort et souverain.

02 **Qui assume l'identité chrétienne de la France : 73%** des électeurs de droite sont pour l'affirmation de l'attachement à nos racines chrétiennes dans la Constitution. **L'islam** est jugé incompatible avec les valeurs de la France par **72%** des électeurs de droite et même 39% des électeurs du NFP. Par ailleurs, 76% des électeurs partagent au moins une affirmation conservatrice sur le plan sociétal.

03 **Pour une économie plus libre et moins étatisée : 87%** des électeurs de droite sont pour baisser les impôts et cotisations pour améliorer le pouvoir d'achat, plutôt que d'augmenter les dépenses sociales. 73% sont favorables à la baisse des dépenses publiques pour réduire la dette, plutôt que d'augmenter la fiscalité. Par ailleurs, 82% des électeurs partagent au moins une affirmation « libérale » ou opposée à l'étatisation des compétences économiques.

Les électeurs LR et RN expriment des **convictions convergentes** sur la plupart des sujets, et les électeurs du RN se révèlent plus libéraux économiquement que ceux de la majorité présidentielle.

Un **large consensus** traverse l'électorat français, gauche comprise, pour reconnaître le déclin de notre pays (79%) et souhaiter plus de frontières (80%), plus de référendums (80%), et baisser les impôts pour améliorer le pouvoir d'achat (79%).

On peut distinguer **quatre droites** en France, parmi les électeurs actifs s'autopositionnant à droite, selon la proximité des opinions qu'ils partagent :

LA DROITE PROGRESSISTE
Elle se définit de droite mais exprime des opinions de gauche sur presque tous les sujets, sauf l'économie où elle est plus libérale. Habitant beaucoup les métropoles, plus jeune et diplômée, plus aisée, elle est plus cosmopolite et inclusive : elle se déclare fortement citoyenne du monde et est la seule des quatre droites à estimer l'islam compatible avec les valeurs de la France. Elle a majoritairement voté E. Macron, et autant à la droite qu'à la gauche de celui-ci. Elle pèse 9% des électeurs actifs.

LA DROITE LIBÉRALE
Opposée à l'immigration actuelle, elle est surtout favorable à une politique libérale économiquement. Un peu plus âgée, diplômée, aisée et sans religion que la moyenne, elle considère l'islam incompatible avec les valeurs de la France. Elle a largement voté E. Macron mais son vote se déplace fortement sur la droite et en particulier vers le RN. Elle pèse 12% des électeurs actifs.

LA DROITE RÉGALIENNE
Elle est très hostile à l'immigration actuelle et demandeuse d'ordre. Elle n'est pas libérale économiquement et plutôt conservatrice sociétalement, en cohérence avec son héritage chrétien. Populaire, féminine, moins parisienne, sécularisée, elle considère l'islam très incompatible avec les valeurs de la France. Elle est le second poumon électoral du RN. Elle pèse 12% des électeurs actifs.

LA DROITE INTÉGRALE
Elle est la plus affirmée dans toutes les dimensions : elle est à la fois unanime en faveur de l'inversion des flux migratoires, très conservatrice, et très libérale économiquement, même plus libérale économiquement que la droite libérale. Elle est la plus âgée, masculine et rurale, surtout de classe moyenne, la plus catholique, la plus intéressée par la politique, estimant presque unanimement l'islam incompatible avec les valeurs de la France. Elle est le principal socle électoral de tous les candidats et partis à la droite d'E. Macron. Elle pèse 17% des électeurs actifs.

MÉTHODOLOGIE

*Cette étude s'appuie sur un **sondage exclusif** réalisé par **OpinionWay** pour Périclès auprès d'un échantillon de **3 146 personnes** représentatif de la population française, dont ont été extraites **2 783 personnes de nationalité française ayant voté** à l'élection présidentielle de 2022 et/ou aux élections législatives de 2024. Sauf indication contraire, les chiffres présentés tout au long de l'étude sont les réponses des « électeurs actifs », et n'incluent donc pas celles des abstentionnistes récurrents.*

Sommaire

1. La France est à droite, et le clivage gauche-droite est de retour **p. 8**

A) Les électeurs français sont clairement de droite : 51% contre 30% de gauche p. 8

B) Le positionnement 'ni à gauche, ni à droite' se traduit principalement par l'abstention et le vote blanc ou nul p. 11

C) Les partis et hommes politiques ont une couleur gauche/droite très claire pour les électeurs. Le RN est sans équivoque de droite pour ses électeurs p. 13

D) La ligne de clivage idéologique la plus forte entre droite et gauche est l'immigration p. 18

2. Ce que veut le peuple de droite, et au-delà **p. 22**

A) L'inversion des flux migratoires p. 22

B) Assumer l'identité chrétienne de la France p. 27

C) Le rétablissement de la peine de mort p. 32

D) Une économie plus libre et moins étatisée p. 33

3. Les objets de consensus dans le peuple français **p. 40**

A) Les constats consensuels du peuple français p. 40

a. Les Français laissent leurs différences de côté pour reconnaître le déclin de leur pays p. 40

b. La France est façonnée par son héritage chrétien p. 41

B) Les demandes consensuelles du peuple français p. 42

a. Plus de référendums p. 42

b. La maîtrise de nos frontières p. 43

c. Une économie plus méritocratique p. 44

4. Les droites en France **p. 46**

A) Les trois droites de René Rémond, d'hier à aujourd'hui p. 46

B) Aujourd'hui, quatre droites se distinguent p. 52

a. Analyse p. 52

b. Graphiques p. 56

c. Tableaux détaillés p. 58

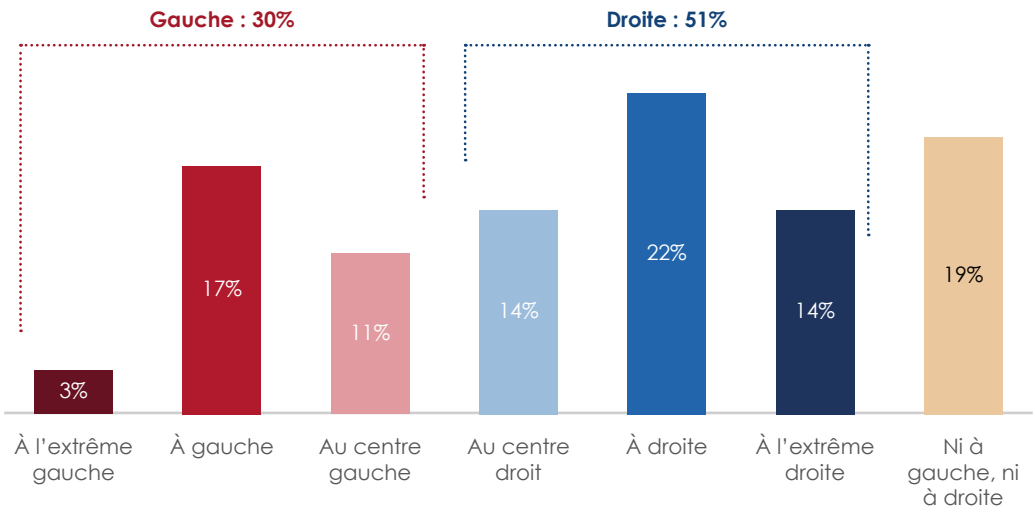
Conclusion **p. 64**

Annexes **p. 66**

1. La France est à droite, et le clivage gauche-droite est de retour

A) Les électeurs français sont clairement de droite : 51% contre 30% de gauche

FIGURE 01 : AUTOPOSITIONNEMENT POLITIQUE DES ÉLECTEURS



Note : *Sur les graphiques de l'étude, la somme des parties peut parfois différer légèrement du total en raison des arrondis.*

Réponse à la question suivante :
« Si vous deviez vous définir en fonction de vos opinions politiques, diriez-vous que vous êtes… ? ».

Répondants :
Électeurs actifs, issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

Lecture :
14% des électeurs actifs s'autopositionnent à l'extrême droite sur un axe gauche-droite.

Les Français sont majoritairement de droite : c'est un enseignement très clair de notre étude.

Parmi les électeurs réguliers, 51% s'autopositionnent à droite, du centre droit à l'extrême droite, ou se déclarent proches d'un parti politique qu'ils positionnent eux-mêmes à droite[1].

Notre étude confirme le « basculement à droite des électorats européens » relevé par la Fondapol en 2021, et l'amplifie même par rapport aux 38% de droite et 24% de gauche de cette étude[2].

MÉTHODOLOGIE

Notre étude s'appuie sur un ***sondage exclusif réalisé par OpinionWay*** *pour Périclès auprès d'un échantillon de* ***3 146 personnes*** *représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, dont ont été extraites* ***2 783 personnes de nationalité française ayant voté*** *au 1er tour de l'élection présidentielle de 2022 et/ou au 1er tour des élections législatives de 2024.*

Les chiffres présentés tout au long de l'étude sont, sauf indication contraire, ***les réponses des « électeurs actifs »****. À l'exception de la Figure 02, les abstentionnistes récurrents, qui ne participent pas à la vie électorale, ont donc été retirés du périmètre de l'étude.*

Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante : ***« Une France de droites - Etude Périclès avec un sondage OpinionWay ».***

ANALYSE

France de droite, vote au centre ?

En 1981, un ouvrage universitaire de référence soulevait un paradoxe politique : « France de gauche, vote à droite ? »[3]. La société française se post-modernisait sous l'effet du développement du salariat et du recul de la religion. Pourtant, ces transformations n'avaient pas conduit mécaniquement à une victoire électorale de la gauche, en particulier lorsque la droite avait conservé la majorité lors des élections législatives de 1978 à la surprise générale. L'ouvrage cherchait donc à expliquer pourquoi une société qui se transformait dans un sens sociologiquement favorable à la gauche pouvait continuer à voter majoritairement à droite.

L'une des réponses apportées par les chercheurs était que cette évolution sociologique favorable à la gauche se trouvait partiellement neutralisée par la persistance des

[1] 75% se sont positionnés directement de droite ou de gauche, 7% de droite ou de gauche par la proximité partisane autopositionnée, et 19% ni à gauche ni à droite.
[2] Elle portait sur toute la population et non sur les seuls électeurs actifs. Victor Delage, *La conversion des Européens aux valeurs de droite*, Fondapol, mai 2021, p.10
[3] Sous la direction de Jacques Capdevielle, *France de gauche, vote à droite ?*, Presses de Sciences Po, 1981

appartenances religieuses et des habitudes politiques, et surtout par l'extension de la propriété et de l'accumulation patrimoniale, qui orientaient une partie des nouvelles classes moyennes vers la droite.

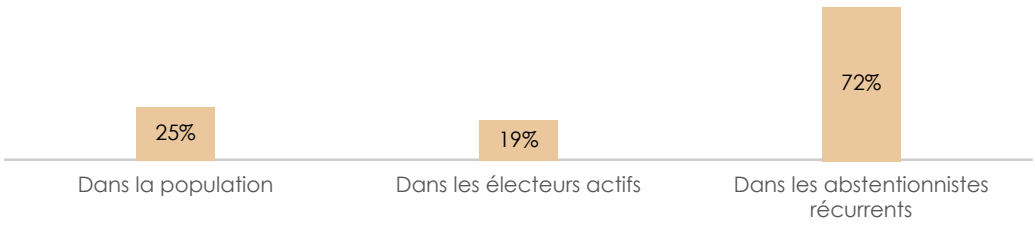
Le rapprochement de notre situation actuelle avec la situation décrite en 1981 permet de mettre en évidence un changement de nature du paradoxe. À l'époque, une évolution sociale apparemment favorable à la gauche ne débouchait pas automatiquement sur une majorité électorale de gauche. Aujourd'hui, une majorité d'électeurs se reconnaît dans la droite (51%), mais jusqu'à présent cette domination ne se traduit pas par une victoire politique, ni par l'unification de la droite ni par la mise en œuvre d'un programme cohérent correspondant à l'ensemble de ses aspirations, comme avaient pu le faire les gauches avec le « Programme commun » de 1981.

Notre étude révèle ainsi moins une domination politique complète de la droite qu'un décalage entre la demande électorale et l'offre politique. Une majorité d'électeurs se perçoit comme appartenant à la droite, mais ne trouve pas nécessairement une proposition politique capable de réunir ses différentes sensibilités et de les transformer en majorité gouvernementale. La fragmentation de l'offre et les rivalités historiques entre partis et leaders de droite peuvent empêcher cette majorité sociologique de devenir une majorité politique stable.

Désormais, la question est de savoir si 2027 pourrait être l'équivalent de 1981 pour les idées de droite.

B) Le positionnement ‘ni à gauche, ni à droite’ se traduit principalement par l’abstention et le vote blanc ou nul

FIGURE 02 : POIDS DES ‘NI À GAUCHE, NI À DROITE’

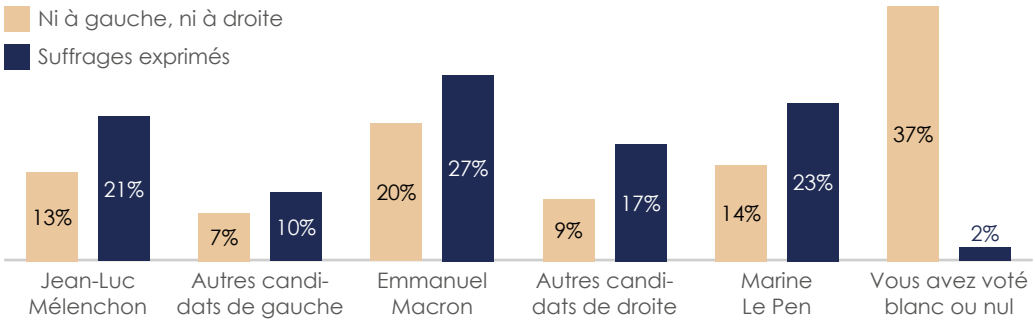


Réponse à la question suivante :
« Si vous deviez vous définir en fonction de vos opinions politiques, diriez-vous que vous êtes… ? ».

Répondants :
1) Population de nationalité française âgée de 18 ans et plus. 2) Électeurs actifs issus de cet échantillon. 3) Abstentionnistes récurrents et non-inscrits issus de cet échantillon.

Lecture :
25% des Français se disent « ni à gauche, ni à droite », contre 19% des électeurs actifs et 72% de ceux qui se sont abstenus ou étaient non-inscrits en 2022 ou 2024.

FIGURE 03 : VOTE AU 1ER TOUR DE 2022 DES ‘NI À GAUCHE, NI À DROITE’



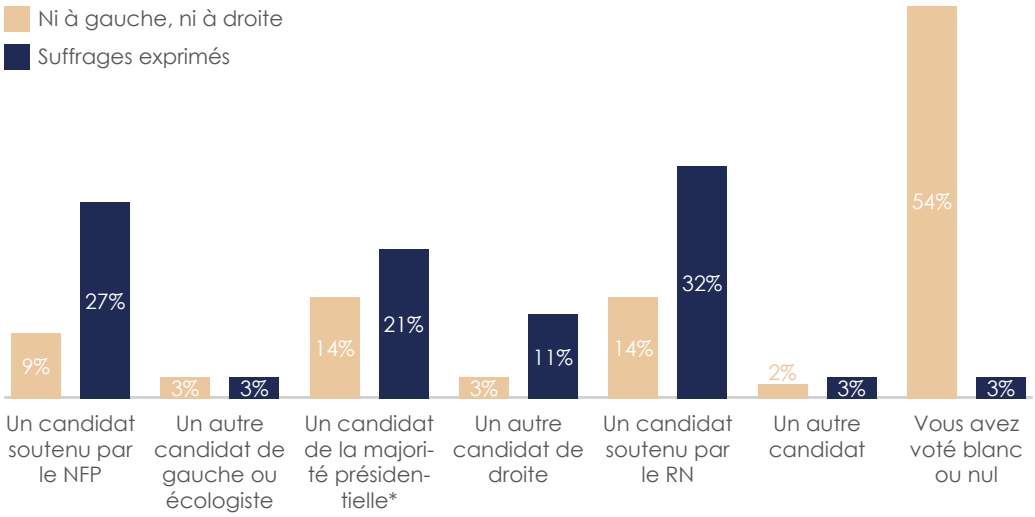
Note : *Les résultats de l’élection en % ont été recalculés en incorporant les blancs et nuls dans le dénominateur, afin de permettre une comparabilité du poids des blancs et nuls.*

Réponse à la question suivante :
« Si vous deviez vous définir en fonction de vos opinions politiques, diriez-vous que vous êtes… ? ».

Répondants :
Électeurs actifs autopositionnés ‘ni à gauche, ni à droite’, issus d’un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

Lecture :
37% des électeurs actifs se disant « ni à gauche, ni à droite » ont voté blanc ou nul au premier tour de la présidentielle de 2022, contre 2% de tous les suffrages exprimés lors de cette même élection.

FIGURE 04 : VOTE AU 1ER TOUR DE 2024 DES 'NI À GAUCHE, NI À DROITE'



Note : *Les résultats de l'élection en % ont été recalculés en incorporant les blancs et nuls dans le dénominateur, afin de permettre une comparabilité du poids des blancs et nuls.*

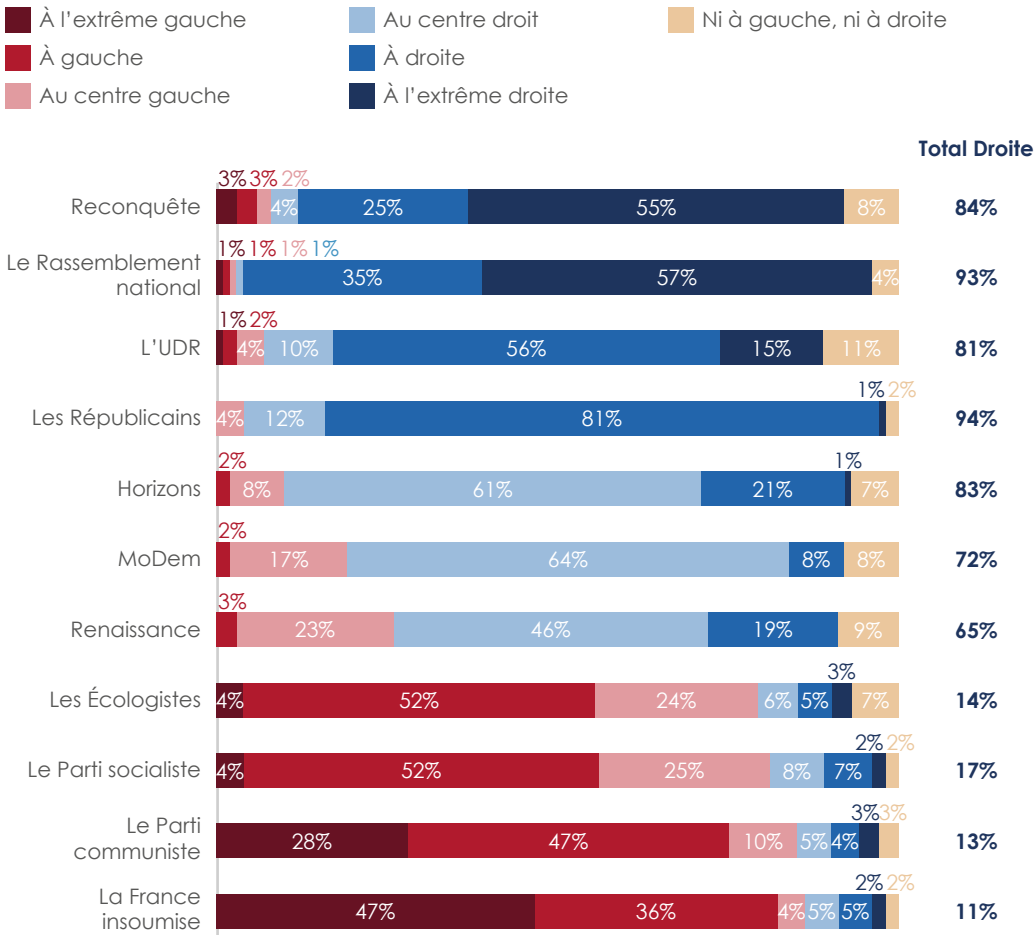
Réponse à la question suivante :
« À l'occasion du premier tour des élections législatives du 30 juin 2024, pour lequel des candidats suivants avez-vous voté dans votre circonscription ? ».

Répondants :
Électeurs actifs autopositionnés « ni à gauche, ni à droite », issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

Lecture :
14% des Français se disant « ni à gauche, ni à droite » déclarent avoir voté pour un candidat soutenu par le RN aux législatives de 2024.

C) Les partis et hommes politiques ont une couleur gauche-droite très claire pour les électeurs. Le RN est sans équivoque de droite pour ses électeurs

FIGURE 05 : COULEUR DES PARTIS SELON LEURS PROPRES ÉLECTEURS

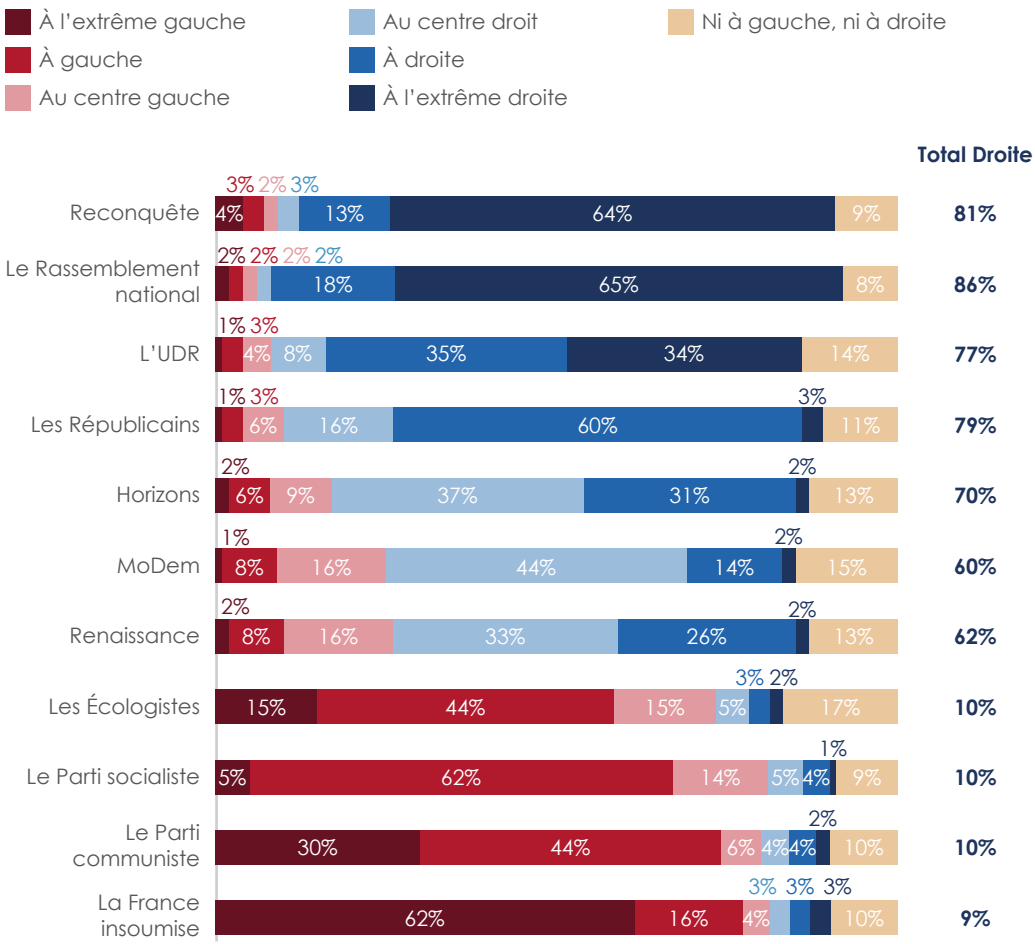


Réponse à la question suivante :
« Pour chacune des formations politiques suivantes, diriez-vous qu'elle est… ».

Répondants :
Électeurs actifs, issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

Lecture :
47% des électeurs actifs ayant voté pour un candidat soutenu par le NFP aux législatives de 2024 (quel que soit leur autopositionnement politique) jugent que La France insoumise est positionnée à l'extrême gauche.

FIGURE 06 : COULEUR DES PARTIS SELON TOUS LES ÉLECTEURS ACTIFS

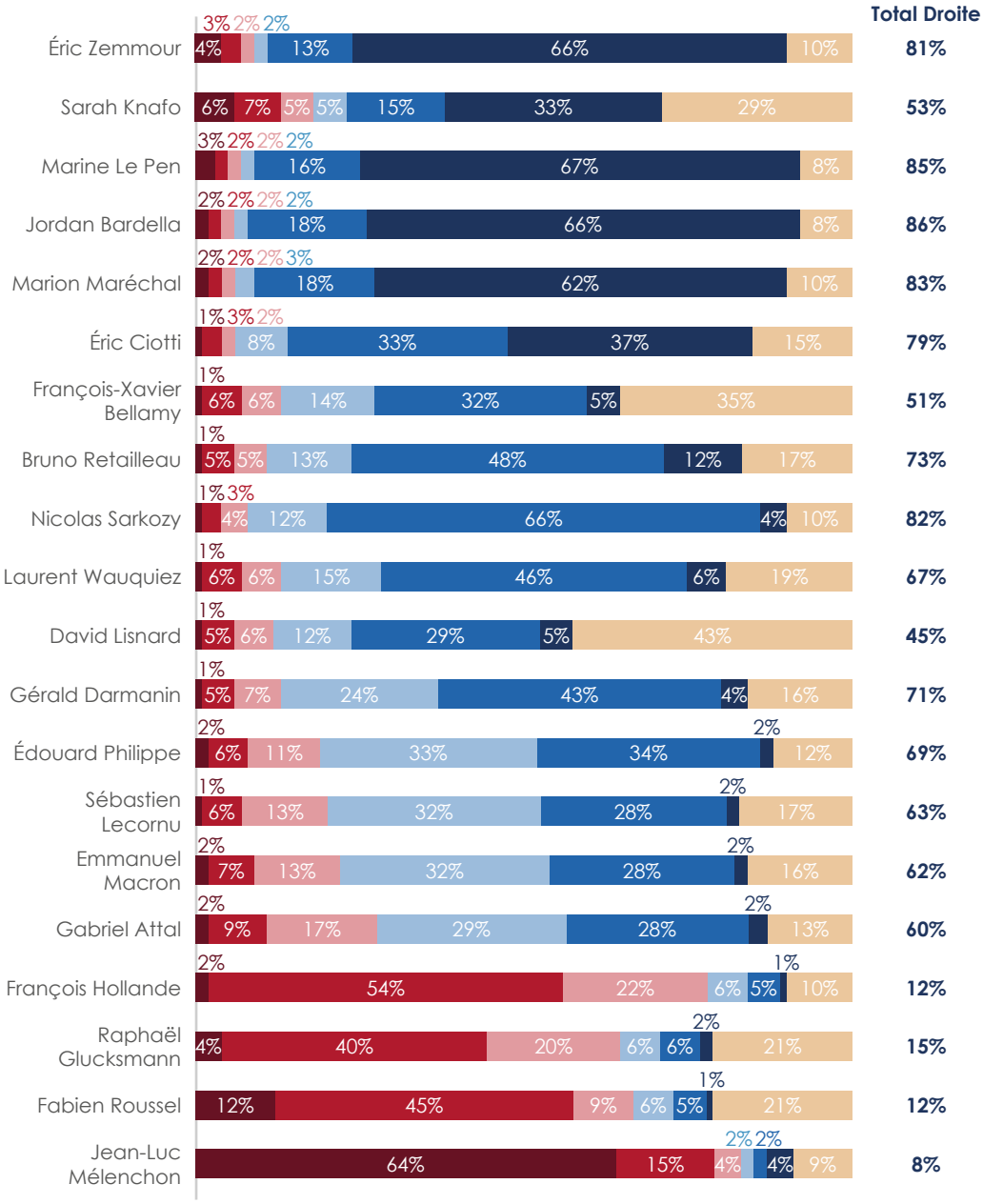


Réponse à la question suivante :
« Pour chacune des formations politiques suivantes, diriez-vous qu'elle est…».

Répondants :
Électeurs actifs, issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

Lecture :
62% des électeurs actifs jugent que La France insoumise est positionnée à l'extrême gauche.

FIGURE 07 : COULEUR DES HOMMES POLITIQUES SELON TOUS LES ÉLECTEURS ACTIFS



Note : *Les taux plus élevés de positionnement « ni à gauche, ni à droite » par les électeurs pour certaines personnalités comme D. Lisnard, F.-X. Bellamy ou S. Knafo sont probablement imputables à une moins forte notoriété.*

Réponse à la question suivante :
« Pour chacune des personnalités suivantes, diriez-vous qu'elle est…».

Répondants :
Électeurs actifs, issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

Lecture :
66% des électeurs actifs jugent qu'Éric Zemmour est positionné à l'extrême droite.

ANALYSE

La réaffirmation du clivage gauche-droite

En 2017, quelques mois après l'élection d'E. Macron, 70% des Français considéraient qu'« aujourd'hui, les notions de droite et de gauche ne veulent plus dire grand-chose » et 34% se positionnaient « ni à gauche, ni à droite »[4].

Aujourd'hui, les propres électeurs d'E. Macron au premier tour de 2022 le positionnent très majoritairement à droite (à 72%) et seule une petite minorité l'estime « ni à gauche, ni à droite » (14%).

La faible proportion d'électeurs qui placent les personnalités « ni à gauche, ni à droite » révèle la permanence d'une grille de lecture gauche-droite, qui confirme sa pertinence même pour des personnalités qui ont prétendu dépasser ou rejeter ce clivage, comme E. Macron ou M. Le Pen.

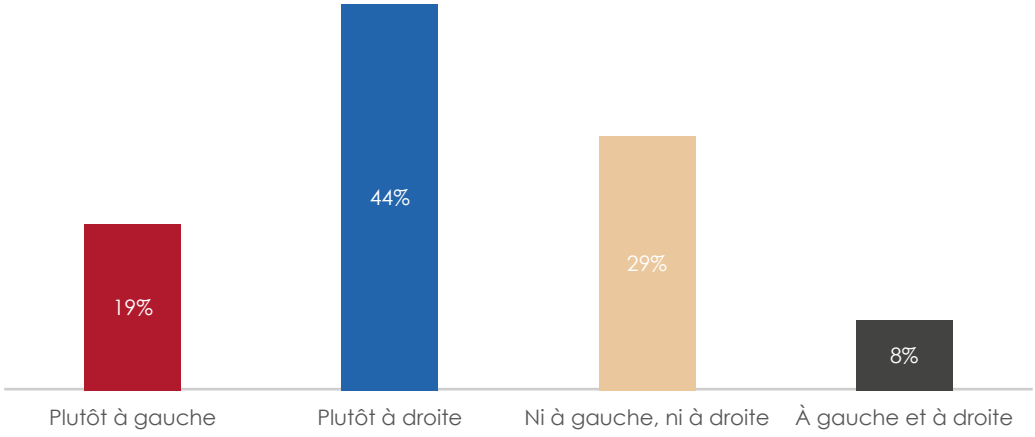
Les électeurs du Rassemblement national tranchent le débat sur le positionnement idéologique du parti. Ils sont 93% à le placer à droite, dont 57% à l'extrême droite, marquant ainsi ce phénomène de « retournement du stigmate » décrit par le sociologue Louis Gruel[5] : cette transformation collective d'une identité dévalorisée (ici l'extrême droite) en identité revendiquée et différenciante du reste de la droite. Seuls 4% des électeurs du RN considèrent le parti comme « ni à gauche, ni à droite ». Alors que Marine Le Pen revendique être « ni à droite ni à gauche » mais « de France »[6], les électeurs actifs la placent en tête des personnalités politiques de droite de France (85%) à égalité avec Jordan Bardella (86%) qui défend la ligne générale du parti tout en inscrivant « beaucoup de [ses] valeurs » dans un « ethos de droite »[7]. 12% des électeurs ayant voté pour un candidat soutenu par le RN en 2024 s'autopositionnent à gauche (5%) ou ni à gauche ni à droite (7%), mais eux aussi positionnent majoritairement le RN à droite (57%).

La logique du clivage gauche-droite réaffirme donc sa pertinence et répartit le personnel politique entre deux blocs bien distincts, y compris aux yeux des électeurs potentiels de chacun des candidats. La droitisation ne se traduit pas uniquement par une progression électorale des partis de droite : elle modifie également la cartographie mentale de la vie politique. Le centre macroniste, initialement présenté comme un dépassement de la gauche et de la droite, apparaît désormais aux yeux des électeurs comme une composante du bloc de droite.

L'auteur de l'étude de 2017, Bruno Cautrès, avertissait déjà que le clivage gauche-droite n'était mort qu'en apparence et que « le souhait d'une polarisation gauche-droite existe toujours ». Près de dix ans après, notre étude le confirme et montre que ce souhait s'est même renforcé.

[4] Bruno Cautrès, *Baromètre de la confiance politique - vague 9*, Cevipof, 29 janvier 2018
[5] Louis Gruel, « Conjurer l'exclusion : rhétorique et identité revendiquée dans des habitats socialement disqualifiés », *Revue française de sociologie*, 1985
[6] Marine Le Pen, tweet du 2 mai 2026, sur X
[7] Jordan Bardella : « La droite française n'existe plus aujourd'hui », interview *au Figaro*, 25 mars 2026

FIGURE 08 : COULEUR DE L'ACTION GOUVERNEMENTALE DEPUIS L'ÉLECTION D'EMMANUEL MACRON

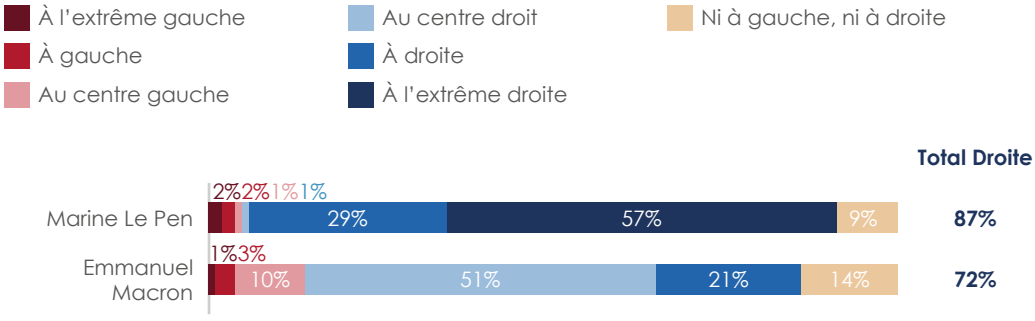


Réponse à la question suivante :
« Globalement, depuis 2017 et la première élection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République, diriez-vous que la France a été gouvernée… ?».

Répondants :
Électeurs actifs, issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

Lecture :
44% des électeurs actifs jugent que la France depuis 2017 a été gouvernée « plutôt à droite ».

FIGURE 09 : COULEUR DES HOMMES POLITIQUES SELON LEURS ÉLECTEURS AU 1ER TOUR 2022



Réponse à la question suivante :
« Pour chacune des personnalités suivantes, diriez-vous qu'elle est…».

Répondants :
Électeurs actifs, issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

Lecture :
51% des électeurs actifs ayant voté pour Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 jugent qu'il est positionné au centre droit.

D) La ligne de clivage idéologique la plus forte entre droite et gauche est l'immigration

MÉTHODOLOGIE

La corrélation entre chaque opinion testée d'une part et l'autopositionnement politique d'autre part a été étudiée avec le V de Cramér, une mesure statistique d'association qui mesure la force du lien entre deux variables catégorielles. Il est fondé sur le test du khi-deux de Pearson (χ^2). Sa valeur varie entre 0 (aucune association) et 1 (association parfaite), ce qui permet de comparer facilement l'intensité de la relation entre variables, contrairement au χ^2 brut qui dépend de la taille de l'échantillon.

Rang	Affirmation	V de Cramér	Ratio de soutien	Ratio d'opposition
1	Il faut arrêter l'immigration et faire partir une grande partie des étrangers récemment entrés en France	0,38	2,6	4,3
2	Il faudrait que la Constitution affirme l'attachement de la France à ses racines chrétiennes	0,36	2,9	3,6
3	L'accueil des migrants, des demandeurs d'asile et de leur famille affaiblit notre capacité financière à assurer la solidarité nationale envers les personnes pauvres, les plus fragiles et les plus âgées	0,32	2,1	2,1
4	La France devrait mieux maîtriser qui entre sur son territoire, même si cela demande le rétablissement de contrôles aux frontières, y compris au sein de l'Union européenne	0,31	1,9	1,4
5	Taxer plus fortement les plus riches risquerait de leur faire quitter le pays et d'aggraver la situation économique	0,30	1,9	1,8

Lecture :
Ratios : Les électeurs autopositionnés à droite sont 2,6 fois plus « Tout à fait d'accord » avec l'affirmation « Il faut arrêter l'immigration et faire partir une grande partie des étrangers récemment entrés en France » et 4,3 fois moins « Pas du tout d'accord » avec cette affirmation que les électeurs autopositionnés à gauche.

L'analyse statistique montre que l'opinion la plus fortement corrélée avec un positionnement de droite est la volonté de mettre fin à l'immigration et de faire partir une grande partie des étrangers récemment entrés en France.

ANALYSE

L'immigration trace la ligne de clivage la plus profonde depuis la Révolution française

Ceux qui sont contre le pouvoir absolu du roi et pour un simple veto suspensif, placez-vous à la gauche de notre Assemblée.
Ceux qui sont pour le pouvoir prédominant du roi et pour un veto absolu, placez-vous à la droite de notre Assemblée.

C'est la Révolution française qui a fondé, dès ce vote de septembre 1789 sur le veto royal, le clivage le plus profond et le plus durable de la politique française.
D'abord, la gauche était l'héritière des révolutionnaires et la droite celle des monarchistes. La tendance monarchiste de droite est restée presque majoritaire dans l'opinion jusqu'à la Première Guerre mondiale, au cours de laquelle l'unité nationale forgée dans les tranchées et la capacité de Georges Clemenceau à conduire dans l'Union sacrée la France à la victoire ont donné ses lettres de noblesse à la République.

Désormais, le clivage gauche-droite s'opérerait non plus sur mais dans le cadre républicain, autour du regard porté sur la Révolution et sur l'histoire qui l'a précédée. La France est-elle passée de l'ombre à la lumière en 1789 (gauche), ou est-elle d'abord née avec le baptême de Clovis en 496 (droite) ?
Ce clivage n'est pas aboli aujourd'hui, malgré les tentatives de dépassement ou de déplacement au profit notamment d'une opposition peuple-élites : on observe toujours une forte divergence sur l'inscription dans la Constitution de l'attachement de la France à ses racines chrétiennes, à laquelle la gauche est opposée (seulement 33% sont pour) et à laquelle la droite est favorable (73%).

Mais la nouveauté que révèle notre étude est qu'un autre sujet est passé devant et sépare encore un peu plus profondément la droite et la gauche : l'immigration. Signe de son importance, le sujet de l'immigration et des frontières revient dans trois des cinq principaux déterminants du clivage gauche-droite aujourd'hui.
Peut-on continuer à accueillir largement des immigrés en France (gauche) ? Ou faut-il mettre fin à l'immigration et faire repartir une grande partie des étrangers récemment entrés en France (droite) ? C'est désormais sur cette question que se distinguent le plus nettement la droite et la gauche.

Le clivage historique sur le rapport à la Révolution et les racines chrétiennes qui reste en deuxième position est sans doute renforcé par le caractère massif (6 millions d'entrées hors UE sur les 25 dernières années[8]) et largement musulman (44% des immigrés présents en France se déclarent musulmans[9]) de l'immigration des dernières décennies, qui pousse d'une part les électeurs de droite à renforcer leur demande identitaire de continuité historique multiséculaire, et d'autre part une certaine gauche à accentuer sa distanciation à l'égard de cette histoire chrétienne au profit d'une « nouvelle France » « créolisée » ou multiculturelle.
L'immigration apparaît ainsi comme le défi majeur de notre pays ; son arrêt et son inversion apparaissent comme la demande numéro un du peuple de droite.

[8] 5,7 millions de nouveaux titres de séjour (n'incluant pas les renouvellements) ont été accordés par la France à des étrangers hors UE et hors Britanniques, sur 2000-2025. Source : DGEF (ministère de l'Intérieur)
[9] INSEE, « La diversité religieuse en France », Immigrés et descendants d'immigrés, 30/03/2023



ÉCLAIRAGE

Des permanences philosophiques distinguent la droite et la gauche à travers les clivages successifs

par **Chantal Delsol**
philosophe, membre de l'Institut

Beaucoup ont pensé et certains pensent encore qu'il faudrait dépasser le clivage droite/gauche, qui n'aurait plus de sens. Il me semble que ce clivage garde sa raison d'être, même si ses significations évoluent rapidement. Car il indique, depuis le début de la modernité, deux visions de l'humain et de son destin, qui se complètent et ne peuvent vivre l'une sans l'autre. C'est d'ailleurs bien cette évolution que relève cette étude.

La droite, disait Léo Moulin de façon plus imagée que théologique (il était agnostique), croit au péché originel. La gauche, non. Qu'est-ce que cela signifie ? La gauche part du principe que débarrassé des structures mauvaises, l'homme redeviendra bon. De Rousseau à Marx : si le Mal est apparu avec la propriété privée (Rousseau), avec le mariage (Engels), avec les classes sociales (Marx), alors il est possible de l'éradiquer en éradiquant ces structures. La droite au contraire croit que l'homme entretient dans sa fibre le mal avec le bien, et qu'il convient donc de prendre garde aux perversions possibles des mesures politiques même quand elles sont excellentes (par exemple, dit Aristote, même le gouvernant le plus sage sera tenté d'abuser du pouvoir - auquel fait écho Montesquieu : « le pouvoir rend fou, etc. »). Elle croit que l'homme par nature n'est jamais porté instinctivement au bien commun, qu'il est aussi égoïste que désireux de solidarité, que sans profit personnel il ne travaillera pas. L'homme s'aime soi-même, et il aime ses œuvres, qui le poursuivent et le déploient. Sans propriété privée, par exemple, il devient passif et indifférent. Il s'agit donc d'organiser une société où même les intérêts égoïstes suscitent la solidarité.

La droite inscrit l'homme dans une « nature » imprégnée par le mal, tandis que la gauche voit l'homme comme une créature indéterminée, capable de devenir ce qu'elle veut, ainsi que l'affirme Sartre sur les traces anciennes de Pic de la Mirandole.

La franche opposition entre ces deux visions anthropologiques s'est considérablement atténuée depuis quelques vingt ans. La gauche a cessé de croire en une re-création de la société, sous l'effet de l'effondrement communiste. La droite a cessé de croire en

une nature métaphysique et immuable, sous l'effet de l'effondrement de la chrétienté. Cependant, le même clivage persiste.

Si plus personne ou presque ne croit en une « nature » immuable ni, à l'inverse, en la possibilité de la tabula rasa, c'est autour de la stabilité plus ou moins grande de la condition humaine que le clivage se redéploie. Il ne s'agit pas de savoir si l'on peut nier ou non le « péché originel », mais de savoir jusqu'où nous pouvons alléger l'homme de son fardeau terrestre sans le faire déchoir de son humanité même. Car si nous pouvons tout (par exemple soi-disant transformer un homme en femme, ou fabriquer des clones), nous savons bien que nous ne pouvons pas tout impunément. Et c'est sur ce terme impunément que les opinions divergent : jusqu'où pouvons-nous aller dans la transformation de notre monde, transformation qui vise à le rendre plus habitable ? ou encore : où sont les limites ? Faut-il avancer le plus loin possible jusqu'à ce que les limites se dévoilent à nos yeux à travers les excès des conséquences ? Faut-il au contraire avancer à petits pas, afin d'éviter ces excès ? Jusqu'où Prométhée peut-il aller ? Pour répondre à cette question, la gauche aura tendance à tenter les expériences, quitte à reculer ensuite si celles-ci s'avèrent néfastes, tandis que la droite aura tendance à refuser d'emblée certaines expériences en se fondant sur son idée de la condition humaine.

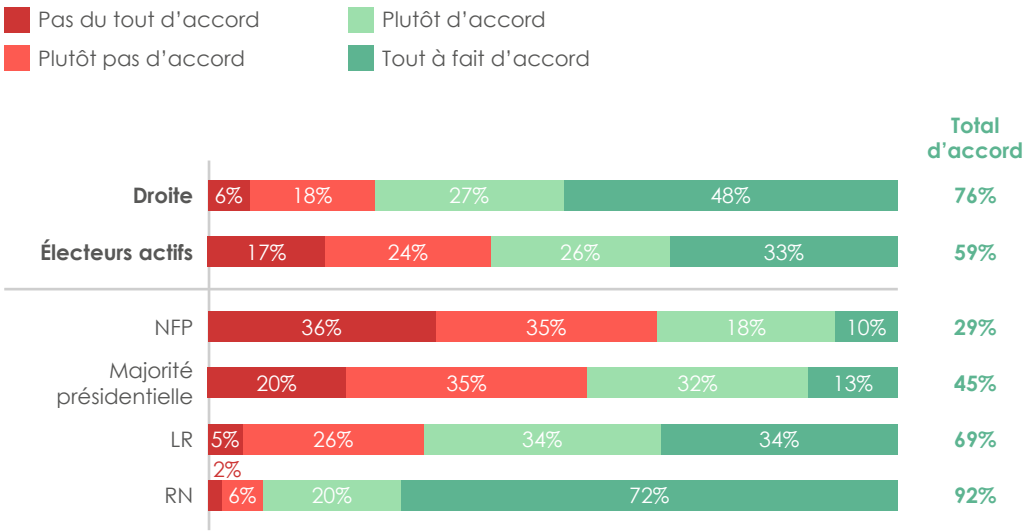
Parce que la droite parle au nom de la « nature » humaine et la gauche au nom de la morale émancipatrice, on peut avancer que la perversion de la droite est le cynisme, pendant que celle de la gauche est l'hypocrisie. Car au nom de la nature, même l'immoralité s'étale, tandis qu'au nom de la morale, même la nature se dissimule. Mais la perversion de la droite serait plutôt une forme de fatalisme. Alors que le volontarisme de la gauche peut confiner à l'orgueil de l'Ange ou du démiurge, l'humilité de la droite devant la nécessité peut confiner à l'acceptation soumise du destin, à un essentialisme philosophique qui sanctifie une « nature » humaine plus ou moins fictive. Parce que la droite croit au péché originel, à l'imperfection congénitale du monde, elle a tendance à se suffire de ce qui existe. Mais avec la modernité du XIX^{e} siècle on voit apparaitre une droite qui récuse la réalité sociale et politique, notamment des droites antirépublicaines ou antidémocrates. Avec le développement récent de la mondialisation et donc la nomadisation des humains et des biens, nous voyons apparaitre une droite qui se scandalise de l'état présent du monde, et notamment de l'immigration vue comme un état de fait.

2. Ce que veut le peuple de droite, et au-delà

Le peuple de droite se prononce sans détours pour des mesures à la fois tranchées et raisonnables : arrêt de l'immigration et départ des étrangers récemment entrés, droit du sang, peine de mort pour les crimes les plus graves, attachement à ses racines chrétiennes, avec d'ailleurs un soutien qui dépasse son camp. Sur l'économie, il déjoue aussi les idées reçues : les électeurs du RN se révèlent plus libéraux et aspirant à une économie moins étatisée que les électeurs de la majorité présidentielle.

A) L'inversion des flux migratoires

FIGURE 10 : « IL FAUT ARRÊTER L'IMMIGRATION ET FAIRE PARTIR UNE GRANDE PARTIE DES ÉTRANGERS RÉCEMMENT ENTRÉS EN FRANCE »



Réponse à la question suivante :
« Pour chacune des affirmations suivantes, diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, ou pas du tout d'accord ? ».

Répondants :
Électeurs actifs, issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

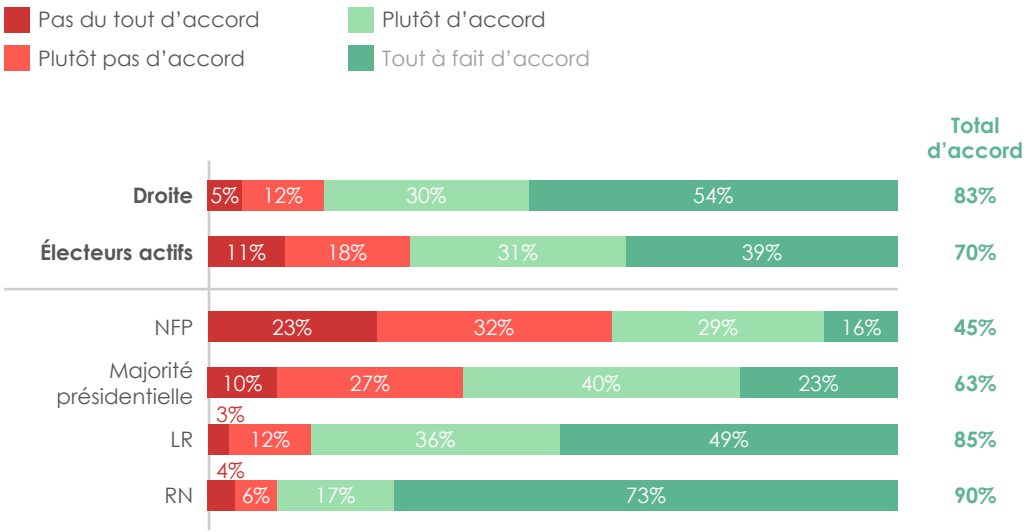
Lecture :
29% des électeurs actifs du NFP sont d'accord avec l'affirmation.

L'inversion des flux migratoires est plébiscitée par les électeurs de droite (76%). Cette demande, qui est une définition possible de la « remigration » défendue dans le débat public, rencontre une adhésion d'un niveau très élevé : 48% se disent « tout à fait d'accord », en particulier chez les électeurs du RN où cette proportion atteint 72%. Cette mesure bénéficie également du soutien d'une partie significative des électeurs du NFP (29%) et est donc clairement majoritaire dans l'opinion (59%).

DÉFINITION : « REMIGRATION » ?

Le terme de « remigration » ne fait pas l'objet d'une définition consensuelle aujourd'hui. On le lit d'ailleurs parfois orthographié « rémigration ». Il a l'avantage de faire comprendre en un seul mot qu'il s'agit d'inverser les flux migratoires aujourd'hui massifs. Mais jusqu'à quel point ? Cela dépend au fond de la définition que l'on a du peuple français. Nous avons testé dans cette étude l'adhésion des Français à la « remigration » entendue comme « Il faut arrêter l'immigration et faire partir une grande partie des étrangers récemment entrés en France ».

FIGURE 11 : « L'ACCUEIL DES MIGRANTS, DES DEMANDEURS D'ASILE ET DE LEUR FAMILLE AFFAIBLIT NOTRE CAPACITÉ FINANCIÈRE À ASSURER LA SOLIDARITÉ NATIONALE ENVERS LES PERSONNES PAUVRES, LES PLUS FRAGILES ET LES PLUS ÂGÉES »

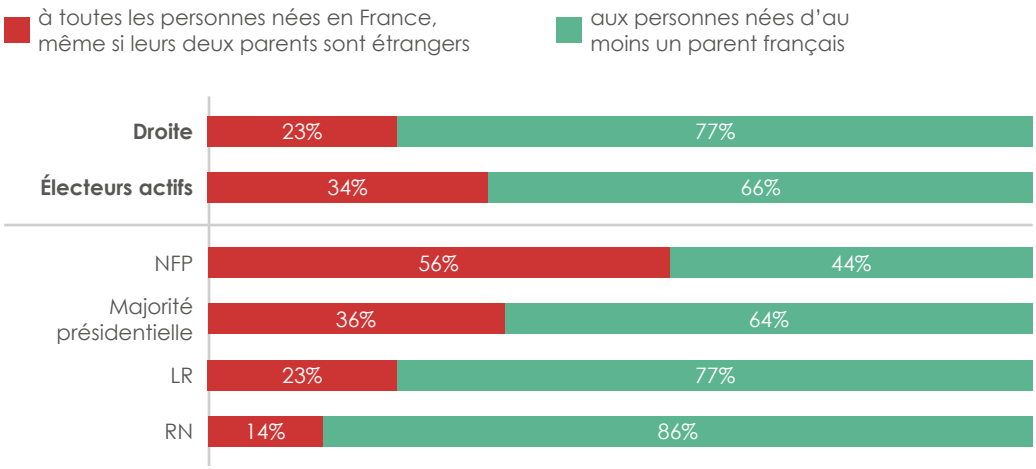


Réponse à la question suivante :
« Pour chacune des affirmations suivantes, diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, ou pas du tout d'accord ? ».

Répondants :
Électeurs actifs, issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

Lecture :
45% des électeurs du NFP aux législatives de 2024 sont d'accord avec l'affirmation.

FIGURE 12 : « LA NATIONALITÉ FRANÇAISE DOIT ÊTRE ACCORDÉE… »



Réponse à la question suivante :
« Voici une série d'opinions opposées sur différents sujets. Dans chaque cas suivant, de laquelle des deux opinions proposées vous sentez-vous le plus proche, ou sinon le moins éloigné ? ».

Répondants :
Électeurs actifs, issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

Lecture :
44% des électeurs du NFP aux législatives de 2024 estiment que la nationalité française doit être accordée aux personnes nées d'au moins un parent français.

La préférence pour le droit du sang sur le droit du sol est très nette à droite (77%), et est proche de la majorité chez les électeurs du NFP (44%). Elle est donc très majoritaire dans l'opinion (66%).



© OID | Hannah Assouline

ÉCLAIRAGE

L'opposition à l'immigration commande la recomposition des droites, en France comme en Europe

par **Nicolas Pouvreau-Monti**
directeur de l'Observatoire de l'immigration et de la démographie

Le nombre des titres de séjour circulant en France a doublé en vingt ans. C'est une réponse à cette réalité qu'adresse la principale proposition migratoire « testée » dans cette vaste étude : « il faut arrêter l'immigration et faire partir une grande partie des étrangers récemment entrés en France ». Au-delà du seul sujet des immigrés en situation irrégulière, pareil objectif impliquerait de ne pas renouveler un certain nombre des autorisations de résidence, afin d'engager le retour proactif de ressortissants étrangers disposant aujourd'hui d'un statut légal. Un tel horizon – jugé radical selon les termes actuels du débat public et qui forme l'une des définitions possibles de la notion de « remigration » – apparaît rencontrer l'approbation très large des électorats de droite (et d'ailleurs).

Un mouvement tectonique qui traverse l'Europe

Ce fait majoritaire intervient au terme d'une période sans précédent : il n'y a jamais eu autant d'immigration en France que ces dernières années, quels que soient les indicateurs retenus. Cette accélération migratoire, engagée à la fin des années 1990, n'a certes pas débuté avec la présidence d'Emmanuel Macron. Mais elle a pris une dimension radicalement inédite depuis 2017.

La montée en puissance de l'immigration comme facteur de recomposition du champ politique est d'ailleurs un phénomène constaté dans toute l'Europe. En une décennie : plus de 30 millions de premiers titres de séjour ont été accordés, dans l'UE, à des ressortissants de pays tiers[10], près de 8 millions de demandeurs d'asile ont été accueillis[11] – soit l'équivalent d'un nouvel État membre… Dans la majeure partie des nations européennes, ce sont les droites (« populistes » ou classiques) qui se sont le plus largement saisies de ces préoccupations omniprésentes, jusqu'à en faire le cœur de leur identité politique et, souvent, le moteur de leurs succès électoraux.

[10] Eurostat, « Premiers permis de résidence par motif », 12/08/2026
[11] Eurostat, « Demandeurs d'asile par type – Données annuelles agrégées », 03/09/2026

L'adhésion très forte à la perspective d'un arrêt de l'immigration et du départ d'un certain nombre d'étrangers est à mettre en relation directe avec les deux autres « piliers » des droites françaises, tels que décantés par la présente étude.

Les préoccupations de droite convergent vers l'immigration

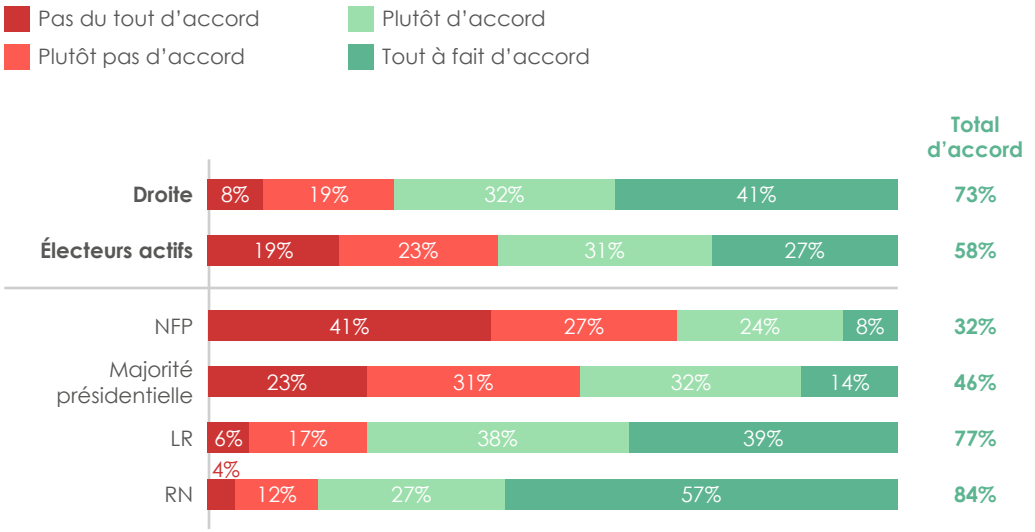
Premier pilier : l'attachement à « l'identité chrétienne de la France ». Le paysage religieux de notre pays s'est trouvé bouleversé au cours des dernières décennies par deux phénomènes conjoints. D'abord le mouvement de sécularisation, qui est essentiellement endogène et a pris la forme d'une *déchristianisation* dans le contexte français, avec un reflux de l'affiliation et de la pratique catholiques qui avaient structuré notre société depuis ses origines. Mais aussi l'émergence de religions nouvelles sous l'effet des flux migratoires – à commencer par la croissance rapide de l'islam. La France compte désormais la population musulmane la plus nombreuse d'Europe occidentale. Ce surgissement est quasi-intégralement le résultat de l'immigration : 44% des immigrés et 32% des descendants d'immigrés se déclaraient musulmans dans notre pays en 2020, contre à peine 1% des personnes sans ascendance migratoire directe[12].

Second pilier : le soutien à « une économie plus libre et moins étatisée ». L'immigration accueillie en France présente la particularité d'être l'une des moins *au travail* de toute l'Europe. Seuls 46% des immigrés récents en âge actif occupent un emploi dans notre pays : il s'agit du taux le plus faible de l'Union européenne, inférieur de 23 points à celui de la population générale. Lorsqu'elles travaillent, les personnes immigrées le font plus souvent sur des postes peu qualifiés, donc peu rémunérés, qui contribuent peu en recettes fiscales ou sociales – et ont toutes les chances d'en faire des « consommateurs fiscaux nets ». Hors pensions de retraite et même allocations chômage (qui sont la contrepartie d'une cotisation préalable), le montant moyen des prestations sociales perçues par les immigrés est le double de celui des personnes sans ascendance migratoire, et reste identique à la « deuxième génération ». Les personnes immigrées vivent aussi trois fois plus souvent en logement social que les non-immigrés. Si la France détient désormais le record des prélèvements obligatoires dans l'UE, ce n'est évidemment pas le résultat exclusif de sa politique migratoire. Mais celle-ci y participe néanmoins d'une manière peu contestable – et perçue vivement par la France de droite.

[12] INSEE, « La diversité religieuse en France », Immigrés et descendants d'immigrés, 30/03/2023

B) Assumer l'identité chrétienne de la France

FIGURE 13 : « IL FAUDRAIT QUE LA CONSTITUTION AFFIRME L'ATTACHEMENT DE LA FRANCE À SES RACINES CHRÉTIENNES »



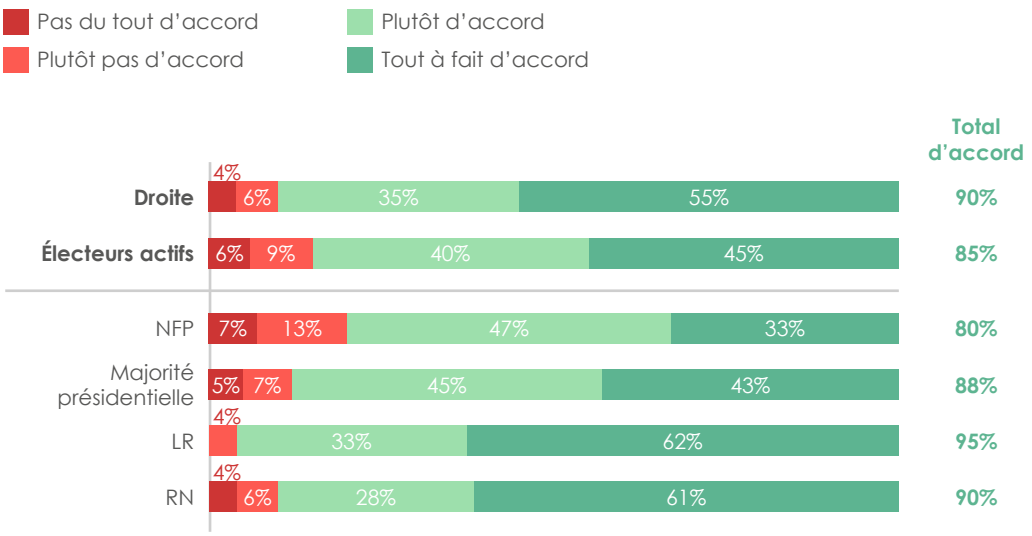
Réponse à la question suivante :
« Pour chacune des affirmations suivantes, diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, ou pas du tout d'accord ? ».

Répondants :
Électeurs actifs, issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

Lecture :
46% des électeurs de la majorité présidentielle aux législatives de 2024 estiment qu'il faudrait que la Constitution affirme l'attachement de la France à ses racines chrétiennes.

L'inscription de l'attachement à nos racines chrétiennes dans la Constitution est l'une des demandes phares et distinctives du peuple de droite (73% pour). Comme l'inversion des flux migratoires, elle bénéficie du soutien d'une forte minorité des électeurs du NFP (32%) et est donc largement majoritaire dans l'opinion (57%).

FIGURE 14 : « AVEZ-VOUS LE SENTIMENT QUE CHACUNE DES RELIGIONS SUIVANTES EST COMPATIBLE AVEC LES VALEURS POLITIQUES ET CULTURELLES DE LA FRANCE ? LA RELIGION CATHOLIQUE »

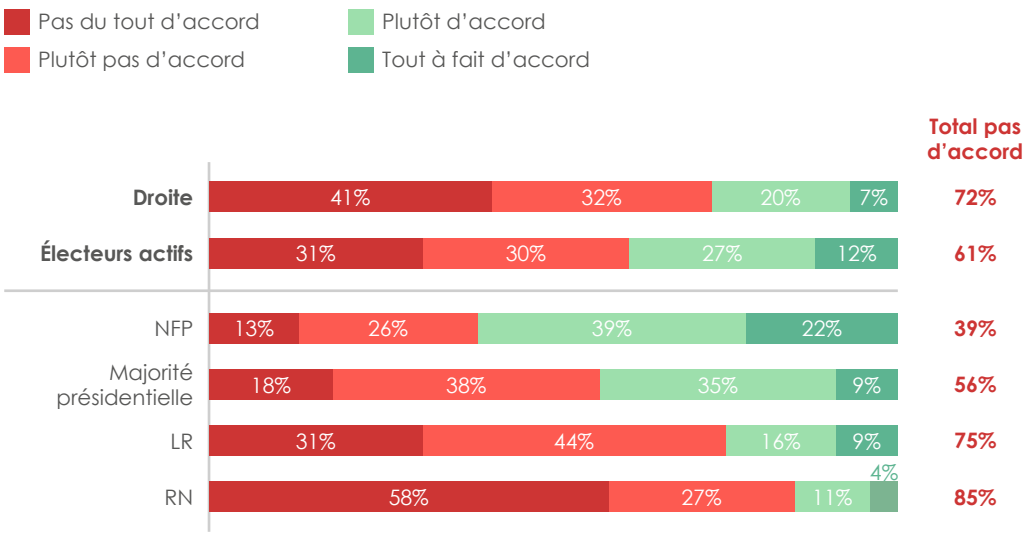


Réponse à la question suivante :
« Avez-vous le sentiment que chacune des religions suivantes est compatible avec les valeurs politiques et culturelles de la France ? - La religion catholique ».

Répondants :
Électeurs actifs, issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

Lecture :
88% des électeurs de la majorité présidentielle aux législatives de 2024 estiment que la religion catholique est compatible avec les valeurs politiques et culturelles de la France.

FIGURE 15 : « AVEZ-VOUS LE SENTIMENT QUE CHACUNE DES RELIGIONS SUIVANTES EST COMPATIBLE AVEC LES VALEURS POLITIQUES ET CULTURELLES DE LA FRANCE ? LA RELIGION MUSULMANE »



Réponse à la question suivante :
« Avez-vous le sentiment que chacune des religions suivantes est compatible avec les valeurs politiques et culturelles de la France ? - La religion musulmane ».

Répondants :
Électeurs actifs, issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

Lecture :
56% des électeurs de la majorité présidentielle aux législatives de 2024 estiment que la religion musulmane n'est pas compatible avec les valeurs politiques et culturelles de la France.

L'islam est jugé incompatible avec les valeurs de la France par 72%[13] des électeurs de droite. Cette opinion forte est partagée par 39% des électeurs du NFP et, au total, par 62% de l'ensemble des électeurs actifs.

Le protestantisme est jugé compatible par 75% des électeurs actifs et par 78% des électeurs de droite. Le judaïsme est jugé compatible par 68% des électeurs actifs et par 73% des électeurs de droite.

Voir les tableaux détaillés en fin d'étude.

[13] Il s'agit bien de 72% et non de 73%, en raison des arrondis.



ÉCLAIRAGE

Politique et religion : de la séparation à l'aveuglement

par **Rémi Brague**
philosophe, membre de l'Institut

Les divergences d'opinion sur la compatibilité du christianisme et de l'islam avec les valeurs de la France se replacent dans l'histoire fort ancienne des relations entre religion et politique. Elle commença lorsqu'apparurent des religions qui ne coïncidaient pas avec le culte que la communauté politique se rendait à elle-même comme dans les cités grecques et à Rome. Une fois religion et politique séparées, il fallut négocier leurs rapports. Pour le christianisme, cela commença mal : l'État romain le persécuta par vagues successives pendant les trois premiers siècles. Lorsque Constantin comprit en 313 qu'il était vain de s'opposer à une religion dont la persécution ne ralentissait pas la croissance, il chercha à mettre cette force montante au service de l'Empire, en la contrôlant. L'Église céda en partie, mais se donna le moyen de résister par des règles propres, le droit canon et par des troupes de choc, le mouvement monastique. Ce qui ne l'empêcha pas de collaborer avec l'Empire, devenu chrétien avec Théodose (385), voire de profiter de sa force avec Charlemagne (800). Avec la Querelle des Investitures, au XI^e^ siècle, l'Église latine, concentrée dans la Papauté, s'opposa à l'Empire romain germanique. La Réformation protestante offrit aux princes allemands et aux rois de Suède ou d'Angleterre les biens volés aux ordres religieux et un contrôle sur des Églises devenues nationales. Dans l'Europe restée catholique, la menace de faire comme l'Angleterre (Venise y songea) permit aux rois de soumettre la Papauté à un chantage permanent.

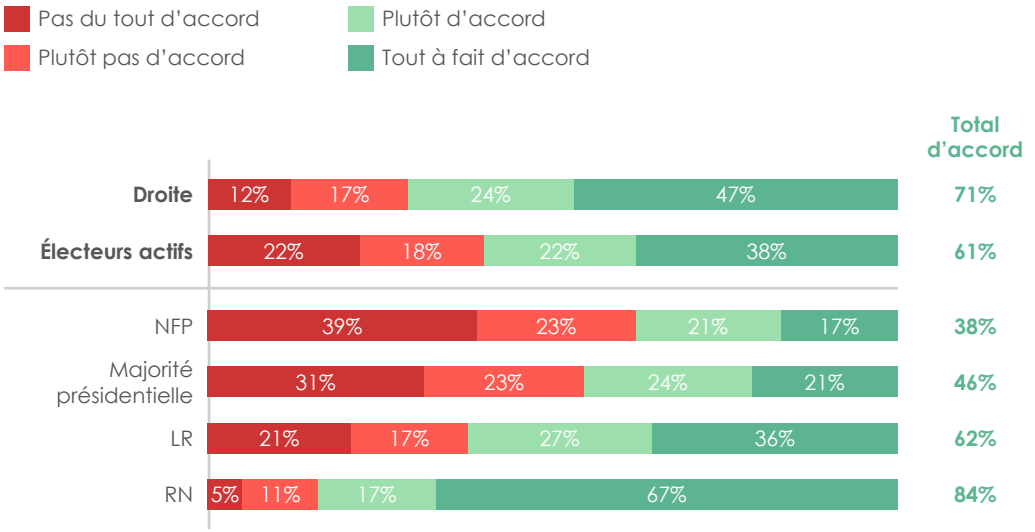
En France, la Révolution voulut réaliser le rêve d'un gallicanisme intégral en faisant du clergé un corps de fonctionnaires (1791). Avec le Concordat de 1801, Napoléon rétablit le catholicisme, mais en le soumettant à l'État. Sous la III^e^ République, neutre en religion, la gauche combattit l'Église, parfois violemment, par exemple en forçant certaines congrégations à l'exil. De son côté, l'Église, purgée de ses tentations gallicanes, se tourna vers Rome. L'État républicain donna à « laïc » un sens nouveau, élastique : depuis la séparation, chrétienne d'origine, des compétences entre pouvoirs spirituel et temporel (à Dieu ce qui est à Dieu, à César ce qui est à César) jusqu'à l'essai d'éliminer la religion pour ne fonder la vie humaine que sur des règles elles-mêmes purement humaines, ni naturelles ni divines. Il finit par se séparer entièrement des religions, et

surtout de l'Église catholique, de très loin la plus importante (1905). Il le fit initialement par la violence, y compris militaire. Après la Grande Guerre, où l'« Union sacrée » aida à la victoire, la situation s'apaisa grâce à l'amour de la France, de son histoire et de sa culture que partageaient catholiques et « laïcs ».

De nos jours, la présence croissante de musulmans en France pose de nouveaux problèmes. Certains rêvent de faire avec l'Islam comme Napoléon avec les Juifs (1809) : il en fit des citoyens à part entière, au prix de modifications de règles de la Loi (*halakhah*)—ainsi, la fin de la polygamie, d'ailleurs tombée en désuétude depuis des siècles. La comparaison est en fait boiteuse. Les 613 commandements de la Torah ne concernent que les Juifs, les autres devant se contenter des sept donnés à Noé au sortir de l'arche et qui ne sont que les conditions minimales d'une société pleinement humaine. Le christianisme se propose à tout homme, mais n'a pas d'autres commandements que le Décalogue, lui aussi condensé d'une morale commune. L'islam prétend indiquer à tout homme sans exception et dans toutes les circonstances de la vie ce qui plaît à Dieu. Il tire ses normes du Coran, dicté par Dieu à Mahomet qui l'a reproduit tel quel, et des déclarations (Hadith) attribuées au Prophète que Dieu a choisi et purifié, faisant de lui le « bel exemple » (Coran, XXXIII, 21) qui ne peut avoir jamais mal agi. Face à une Loi divine, aucun législateur humain, même un parlement démocratiquement élu, ne fait le poids dans le cœur des musulmans. Certes, tous ceux-ci ne rêvent pas d'une domination de la Loi islamique. Mais l'exigence en subsiste dans les sources de l'islam et peut toujours être ravivée selon les circonstances. On est surpris du contraste entre la violence avec laquelle la IIIe République mit au pas les catholiques, y compris des ordres contemplatifs, et la mansuétude avec laquelle la Ve ferme les yeux sur cette exigence de la Loi islamique.

C) Le rétablissement de la peine de mort

FIGURE 16 : « LA PEINE DE MORT DOIT ÊTRE RÉTABLIE POUR LES CRIMES LES PLUS GRAVES COMME LES ACTES TERRORISTES ET LES MEURTRES D'ENFANTS »



Réponse à la question suivante :
« Pour chacune des affirmations suivantes, diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, ou pas du tout d'accord ? ».

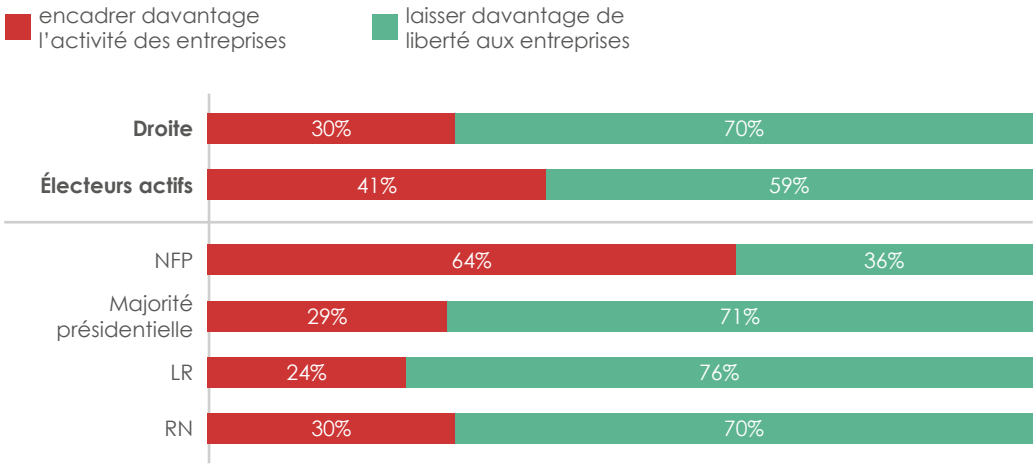
Répondants :
Électeurs actifs, issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

Lecture :
46% des électeurs de la majorité présidentielle aux législatives de 2024 estiment que la peine de mort doit être rétablie pour les crimes les plus graves comme les actes terroristes et les meurtres d'enfants.

Le rétablissement de la peine de mort pour les crimes les plus graves est fortement souhaité par le peuple de droite (71%). Il faisait partie du programme du Rassemblement national jusqu'en 2016, mais ses électeurs y sont toujours très fortement favorables : 67% se disent même « tout à fait d'accord » avec le rétablissement de la peine de mort pour les crimes les plus graves.

D) Une économie plus libre et moins étatisée

FIGURE 17 : « L'ÉTAT DEVRAIT ENCADRER DAVANTAGE L'ACTIVITÉ / LAISSER DAVANTAGE DE LIBERTÉ AUX ENTREPRISES »

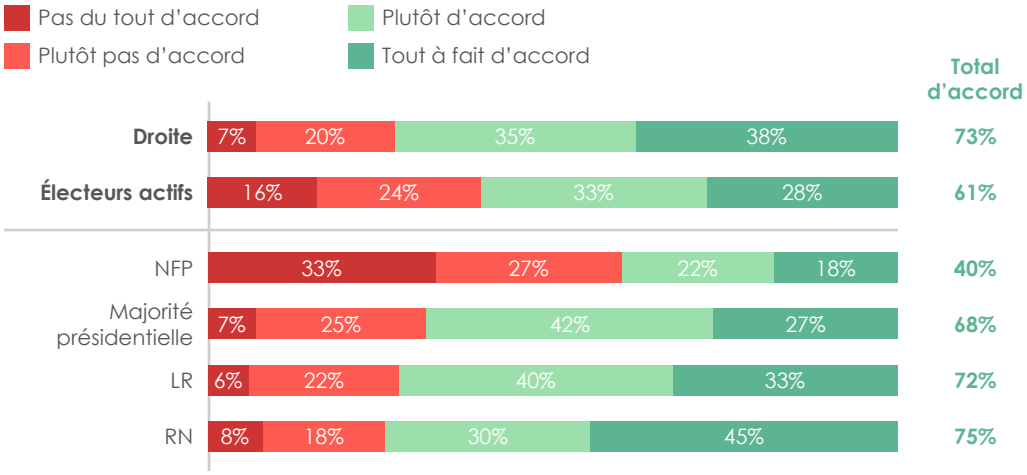


Réponse à la question suivante :
« Voici une série d'opinions opposées sur différents sujets. Dans chaque cas suivant, de laquelle des deux opinions proposées vous sentez-vous le plus proche, ou sinon le moins éloigné ? ».

Répondants :
Électeurs actifs, issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

Lecture :
70% des électeurs du RN et alliés aux législatives de 2024 estiment que l'État devrait laisser davantage de liberté aux entreprises.

FIGURE 18 : « POUR BAISSER LA DETTE, IL FAUT SURTOUT BAISSER LES DÉPENSES PUBLIQUES, NOTAMMENT EN MATIÈRE DE SANTÉ OU DE PRESTATIONS SOCIALES, PLUTÔT QUE D'AUGMENTER LA FISCALITÉ (TVA, CSG, IMPÔT SUR LE REVENU) »

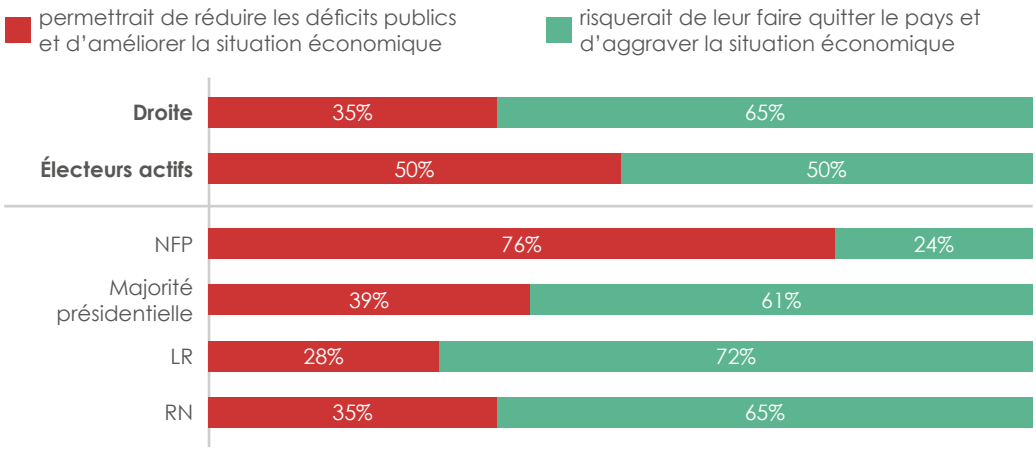


Réponse à la question suivante :
« Pour chacune des affirmations suivantes, diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, ou pas du tout d'accord ? ».

Répondants :
Électeurs actifs, issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

Lecture :
40% des électeurs du NFP aux législatives de 2024 sont d'accord avec l'affirmation.

FIGURE 19 : « TAXER PLUS FORTEMENT LES PLUS RICHES… »

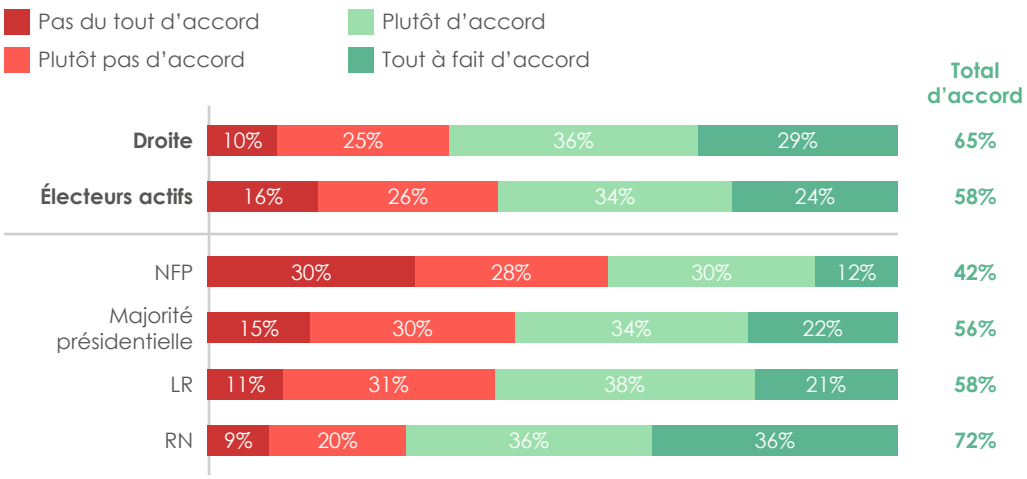


Réponse à la question suivante :
« Voici une série d'opinions opposées sur différents sujets. Dans chaque cas suivant, de laquelle des deux opinions proposées vous sentez-vous le plus proche, ou sinon le moins éloigné ? ».

Répondants :
Électeurs actifs, issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

Lecture :
65% des électeurs du RN et alliés aux législatives de 2024 estiment que taxer plus fortement les plus riches risquerait de leur faire quitter le pays et d'aggraver la situation économique.

FIGURE 20 : « EN DEHORS DES FORCES DE L'ORDRE, DE LA JUSTICE ET DE L'ARMÉE, IL FAUDRAIT SUPPRIMER LE STATUT DE FONCTIONNAIRE ET QUE TOUS LES SALARIÉS SOIENT TRAITÉS DE LA MÊME MANIÈRE »

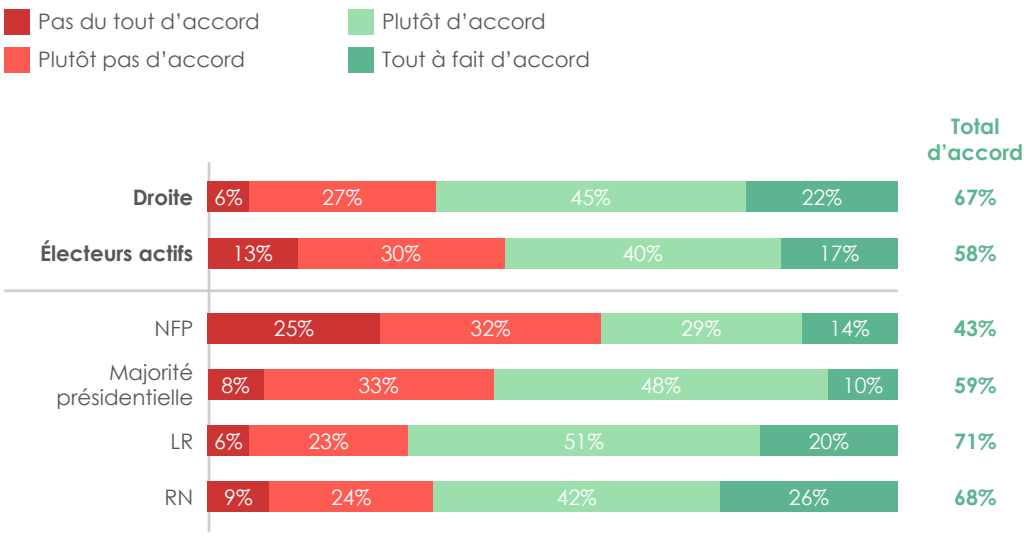


Réponse à la question suivante :
« Pour chacune des affirmations suivantes, diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, ou pas du tout d'accord ? ».

Répondants :
Électeurs actifs, issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

Lecture :
42% des électeurs du NFP aux législatives de 2024 sont d'accord avec l'affirmation.

FIGURE 21 : « IL SERAIT PLUS EFFICACE ÉCONOMIQUEMENT DE TRANSFORMER LES COTISATIONS DU SYSTÈME DE RETRAITE ACTUEL EN UNE ÉPARGNE INDIVIDUELLE QUI SERAIT DISPONIBLE À LA RETRAITE »



Réponse à la question suivante :
« Pour chacune des affirmations suivantes, diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, ou pas du tout d'accord ? ».

Répondants :
Électeurs actifs, issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

Lecture :
43% des électeurs du NFP aux législatives de 2024 sont d'accord avec l'affirmation.

Notre étude révèle qu'une demande claire de réduction de l'hypertrophie de l'État traverse tous les électorats de droite. Réduire les dépenses publiques y compris sociales est la piste privilégiée pour réduire la dette, plutôt qu'augmenter la fiscalité. Réduire les impôts et cotisations est la piste privilégiée pour redonner du pouvoir d'achat, plutôt qu'augmenter les prestations sociales.

Les électeurs du RN se révèlent plus libéraux économiquement que les électeurs de la majorité présidentielle sur beaucoup de sujets, avec une majorité encore plus forte d'entre eux en faveur de la baisse des dépenses publiques, prudente sur l'effet de la taxation des plus riches qui serait négatif, favorable à la suppression du statut de fonctionnaire hors les fonctions régaliennes, et même pour la retraite par capitalisation.



ÉCLAIRAGE

La droite, finalement, ressemble à la droite

par **Mathieu Bock-Côté**
sociologue et essayiste

On redécouvre souvent, de manière quasiment cyclique, que le clivage gauche-droite, décrété aboli, ressurgit dans la cité en se reconstituant autour d'un nouveau contenu – aujourd'hui, il s'agit de l'immigration. La France doit-elle consentir à la noyade migratoire, annonciatrice de la Nouvelle-France, s'effacer dans l'universalisme républicain, au point d'oublier son identité culturelle, ou s'incarner dans ce que j'appelle le peuple historique français. Le mot remigration, qu'on classait parmi les plus sulfureux du vocabulaire politique il y a quelques mois à peine, semble se normaliser. Une partie de l'électorat en arrive à la conclusion suivante : ceux qui ne peuvent ou ne veulent s'assimiler doivent repartir. Reste à savoir comment, ce qui n'est pas un détail, mais l'électorat de droite ne semble plus croire à l'irréversibilité absolue des mouvements migratoires. Quoi qu'on en pense, c'est une véritable révolution mentale. Il ne veut plus subir, mais agir.

On le sait, selon votre réponse à la question identitaire, le système vous classera à gauche ou à droite – ou même, à l'extrême droite, le terme servant évidemment à disqualifier celui à qui on l'accole. On apprend, en lisant cette étude, que cette stratégie de disqualification fonctionne de moins en moins. On accuse le commun des mortels d'être d'extrême-droite ? Soit, s'il le faut, disent les plus exaspérés. Peut-on ensuite parler des idées et des étiquettes, semble-t-il répondre. Je ne suis pas certain que cette stratégie rhétorique soit la bonne, loin de là, même, mais elle témoigne d'une évolution des mentalités, comme si le réel débordait la prison mentale dans laquelle on avait voulu l'enfermer. Ce que l'on voit, ici, c'est que la droite n'est plus seulement une non-gauche. Elle veut conduire le pays dans une tout autre direction que celle qu'il prend actuellement. Changement d'époque à l'horizon ?

Les trois droites de René Rémond sont désormais quatre, et d'ailleurs, ce ne sont plus les mêmes. On pourrait dire de la droite progressiste qu'elle est encore dominée mentalement par la gauche. C'est la droite qui rêve d'impôts légers dans une société sans attaches. Personnellement, je la classe à gauche, peut-être pire encore, dans le bloc central – à la différence du commun des mortels, qui veut le voir à droite. Les trois autres droites – les droites libérale, régalienne et intégrale – voient le monde à peu

près de la même manière. Elles communient dans une même vision du monde, ce qui n'exclut pas des différences de sensibilités, ou de tempéraments. Rien, toutefois, qui devrait justifier les fractures irréconciliables entre les partis ancrés à droite. On note que le RN est désormais l'expression principale de la droite, mais refuse cette étiquette, et la philosophie qui vient avec. Quant aux LR, ils se veulent de droite, mais ne cessent de se trouver des raisons de se décréter incompatibles avec le RN. D'autres partis existent dans cet entre-deux.

L'argent compte dans la vie. La France croule sous une dette monstrueuse, le commun des mortels est étranglé d'impôts et de taxes, et le pouvoir ne cesse d'inventer de nouveaux règlements pour enserrer la vie, pour l'assécher dans un formalisme juridique et bureaucratique. La droite n'en veut pas. Économiquement, elle renoue avec un libéralisme qui relève à bien des égards de la révolte antifiscale. Y a-t-il un écart, ici, entre une classe politique soumise au socialisme mental qui domine la France depuis 1981 (peut-être même depuis bien avant) et un électorat qui cherche confusément autre chose, même si le mot libéralisme peut continuer de lui faire peur ? On doit prendre au sérieux l'hypothèse que la droite soit aujourd'hui une demande sans offre. À tout le moins, l'espace politique et les préférences populaires sont désaccordés.

Identité et libertés, donc. La formule vient des années 1980 et elle constitue encore le noyau doctrinal de la droite. La gauche promet un monde parfait, délivré du mal, une société parfaitement réconciliée, forgée dans la matrice de l'utopie, qui censure évidemment ceux qui contestent sa révélation fondatrice. La droite ne promet rien de tel : seulement une maison où l'homme sera maître chez soi, un pays où il pourra dire avec ses compatriotes « maîtres chez nous ». C'est une promesse modeste, certes. Encore doit-elle la faire. Et encore la tenir.

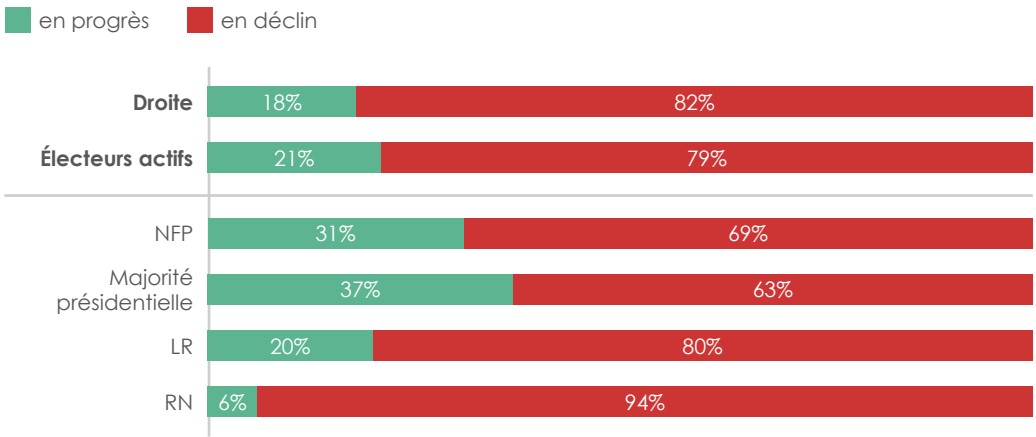
3. Les objets de consensus dans le peuple français

Un consensus traverse l'électorat français jusque dans les rangs du NFP : la France est en déclin, et devrait pour se redresser reprendre le contrôle de ses frontières, diminuer le poids de l'État social pour améliorer le pouvoir d'achat, et consulter le peuple souverain fréquemment par référendum sur les grandes lois. L'importance de son héritage chrétien fait aussi l'objet d'un large consensus.

A) Les constats consensuels du peuple français

a. Les Français laissent leurs différences de côté pour reconnaître le déclin de leur pays

FIGURE 22 : « LA FRANCE EST UN PAYS PLUTÔT… »



Réponse à la question suivante :
« Voici une série d'opinions opposées sur différents sujets. Dans chaque cas suivant, de laquelle des deux opinions proposées vous sentez-vous le plus proche, ou sinon le moins éloigné ? ».

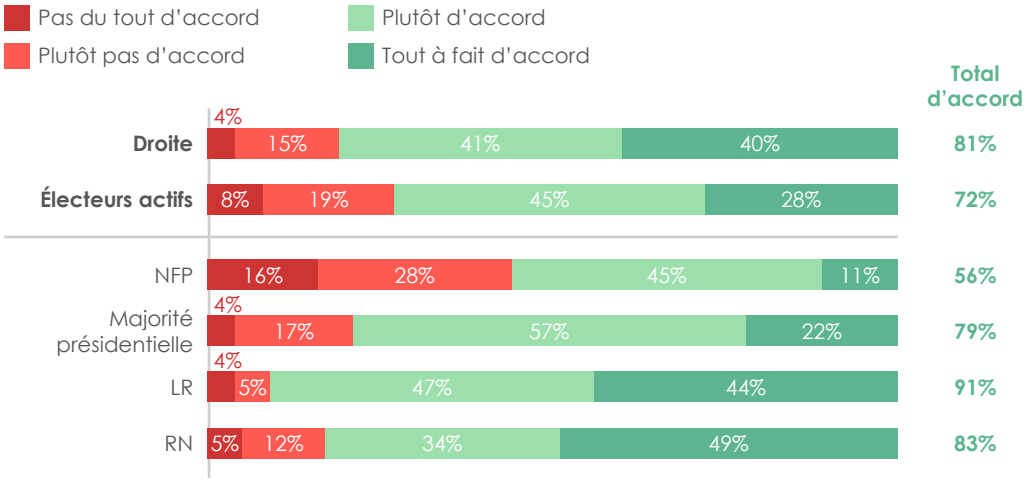
Répondants :
Électeurs actifs, issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

Lecture :
63% des électeurs de la majorité présidentielle aux législatives de 2024 estiment que la France est un pays plutôt en déclin.

Les Français sont 79% à considérer que la France est plutôt en déclin, contre seulement 21% qui la jugent en progrès. Ce diagnostic dépasse très largement les clivages politiques et sociaux : même parmi les électeurs d'Emmanuel Macron en 2022, seuls 32% parlent de progrès, tout comme 45% des personnes se considérant comme privilégiées. Le pessimisme français ne se réduit donc ni à la précarité ni à l'opposition au pouvoir : il constitue désormais un constat commun. La bataille politique porte moins sur l'existence du déclin que sur ses causes et sur la capacité à l'enrayer, fragilisant les forces associées à la continuité au profit de celles capables d'incarner une perspective crédible de redressement.

b. La France est façonnée par son héritage chrétien

FIGURE 23 : « LA FRANCE EST UN PAYS FAÇONNÉ PAR SON HÉRITAGE CHRÉTIEN »



Réponse à la question suivante :
« Pour chacune des affirmations suivantes, diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, ou pas du tout d'accord ? ».

Répondants :
Électeurs actifs, issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

Lecture :
56% des électeurs du NFP aux législatives de 2024 sont d'accord avec l'affirmation.

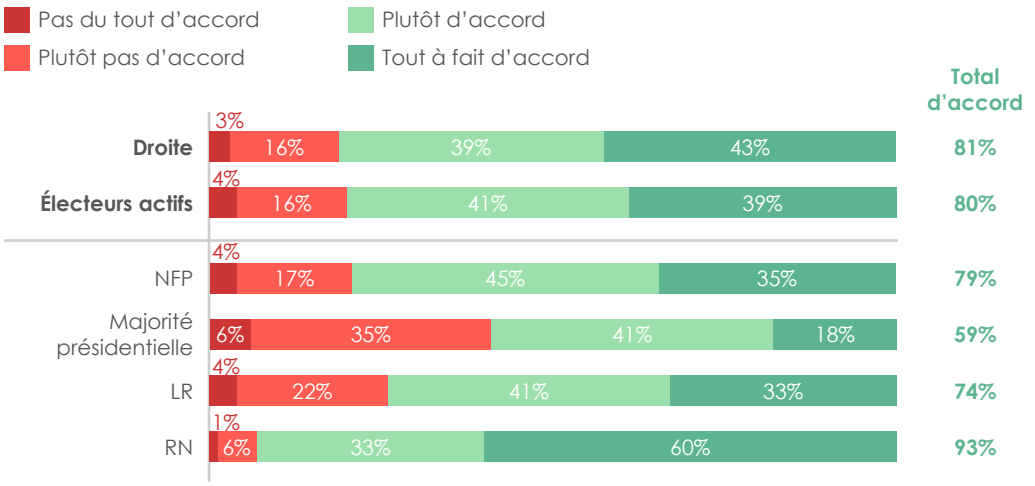
Malgré la sécularisation et le progressisme sociétal, une large partie des électeurs continue de raisonner à partir d'une matrice culturelle marquée par l'héritage chrétien. Cette permanence apparaît dans la reconnaissance des racines chrétiennes de la France : 56% des électeurs du NFP, 79% de ceux de la majorité présidentielle et plus de 80% de ceux de LR et du RN partagent ce constat.

Le véritable clivage porte donc moins sur l'existence de cet héritage que sur sa traduction politique : seuls 32% des électeurs du NFP souhaitent inscrire les racines chrétiennes de la France dans la Constitution, contre un peu moins de la moitié chez les électeurs de la majorité présidentielle et 84% chez les électeurs du RN.

B) Les demandes consensuelles du peuple français

a. Plus de référendums

FIGURE 24 : « LE PEUPLE DOIT ÊTRE CONSULTÉ FRÉQUEMMENT PAR RÉFÉRENDUM POUR S'EXPRIMER DIRECTEMENT SUR LES GRANDES LOIS »



Réponse à la question suivante :
« Pour chacune des affirmations suivantes, diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, ou pas du tout d'accord ? ».

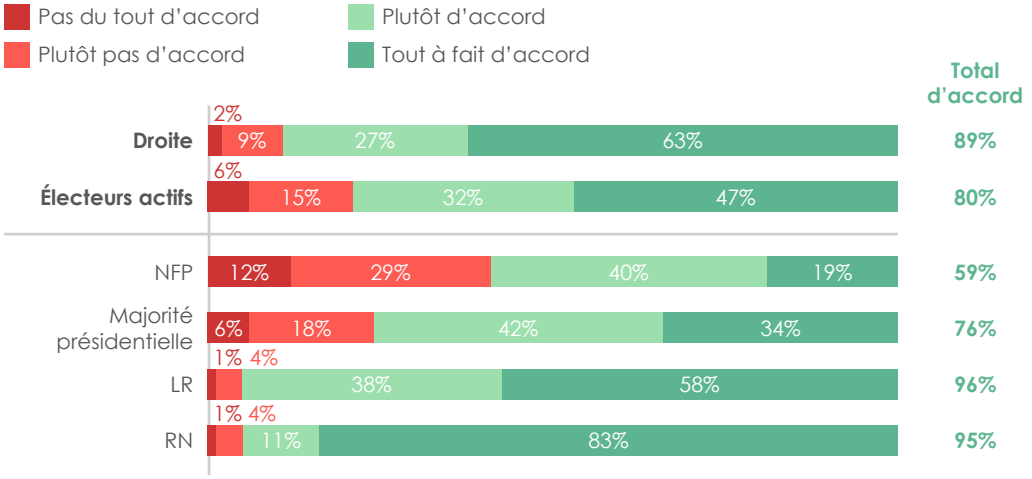
Répondants :
Électeurs actifs, issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

Lecture :
59% des électeurs de la majorité présidentielle aux législatives de 2024 sont d'accord avec l'affirmation.

Les Français se réunissent également autour de l'idée que le gouvernement du pays devrait se faire également par l'intervention plus directe du peuple dans les choix démocratiques, actuellement laissés aux seuls élus. Une aspiration qui concerne en premier lieu les électeurs les plus éloignés du pouvoir, à savoir ceux du RN (93% favorables) et du NFP (79%), mais également 59% de ceux de la majorité présidentielle, alors même qu'Emmanuel Macron a longtemps promis aux Français de les laisser trancher certains sujets par référendum, sans jamais le réaliser. Ce consensus exprime le profond changement du rapport des électeurs à la démocratie et à la pratique très descendante de la verticalité de la V^{e} République.

b. La maîtrise de nos frontières

FIGURE 25 : « LA FRANCE DEVRAIT MIEUX MAÎTRISER QUI ENTRE SUR SON TERRITOIRE, MÊME SI CELA DEMANDE LE RÉTABLISSEMENT DE CONTRÔLES AUX FRONTIÈRES, Y COMPRIS AU SEIN DE L'UNION EUROPÉENNE »



Réponse à la question suivante :
« Pour chacune des affirmations suivantes, diriez-vous que vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord, ou pas du tout d'accord ? ».

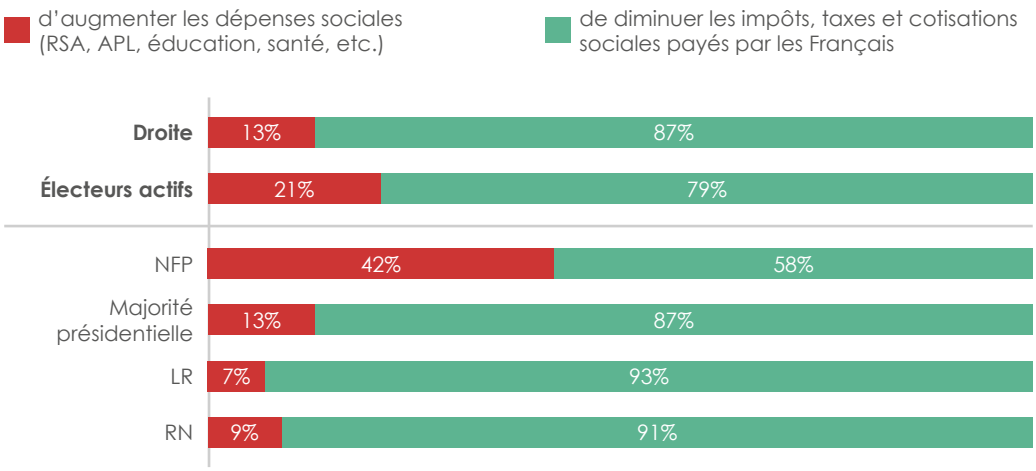
Répondants :
Électeurs actifs, issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

Lecture :
59% des électeurs du NFP aux législatives de 2024 sont d'accord avec l'affirmation.

Nous l'avons vu, les électeurs français souhaitent très clairement l'inversion des flux migratoires. Cela explique a fortiori le soutien consensuel au « simple » rétablissement des contrôles aux frontières nationales. Près de 80% des électeurs actifs y sont favorables, dont 59% des électeurs du NFP et 76% de ceux de la majorité présidentielle.

c. Une économie plus méritocratique

FIGURE 26 : « POUR AMÉLIORER LE POUVOIR D'ACHAT DES FRANÇAIS, IL EST PRÉFÉRABLE… »



Réponse à la question suivante :
« Voici une série d'opinions opposées sur différents sujets. Dans chaque cas suivant, de laquelle des deux opinions proposées vous sentez-vous le plus proche, ou sinon le moins éloigné ? ».

Répondants :
Électeurs actifs, issus d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, hors NSP.

Lecture :
58% des électeurs du NFP aux législatives de 2024 jugent que pour améliorer le pouvoir d'achat des Français, il est préférable de diminuer les impôts, taxes et cotisations sociales payés par les Français.

L'un des mouvements les plus profonds au sein de l'opinion française, illustré par les Gilets jaunes, repose sur un ras-le-bol fiscal largement partagé et une préoccupation sur le pouvoir d'achat. Sa résolution est formulée clairement dans la volonté de diminuer les impôts pour améliorer le pouvoir d'achat des Français, plutôt que d'augmenter les dépenses sociales. On trouve même jusqu'à 58% des électeurs du NFP partageant cette volonté.

ANALYSE

Le référendum, levier du redressement

Prendre part fréquemment aux grandes décisions…

Les Français veulent prendre part aux grandes orientations du pays. En témoigne la participation à l'élection majeure de la Ve République, celle du président, qui se maintient à de hauts niveaux (70-85% des inscrits), parmi les plus élevés du monde occidental. En plébiscitant un recours fréquent au référendum sur les grandes lois (80% des électeurs actifs y sont favorables, autant à gauche qu'à droite), les Français expriment clairement leur souhait de participer non seulement au choix de leurs représentants mais aussi directement aux grandes décisions.

Aujourd'hui cependant, le peuple n'a pas la capacité d'initier un référendum, qui appartient au président de la République ou à un cinquième des parlementaires, avec le soutien difficilement atteignable d'un dixième du corps électoral, selon les termes actuels de l'article 11 de la Constitution. Le dernier référendum d'initiative présidentielle remonte à plus de vingt ans, et aucun référendum d'initiative parlementaire n'a été organisé depuis l'introduction de ce mécanisme en 2008. La constitution d'un référendum d'initiative populaire avec une procédure et un seuil réalistes et éprouvés par la pratique[14] semble donc le moyen de répondre au souhait des Français d'être consultés fréquemment par référendum sur les grandes lois.

…même difficiles et à contre-courant

Le référendum de 1962 sur l'élection du président au suffrage universel direct a suscité l'opposition de quasiment tout l'appareil politique, rassemblant un « Cartel des non » allant de la SFIO jusqu'au CNIP, et de la grande majorité de la presse, *Le Monde* en tête. Malgré cette opposition très forte, le peuple a voté clairement pour le référendum proposé par le général de Gaulle (62%), montrant sa capacité à voter avec indépendance, même à contre-courant.

Le référendum donnerait l'assise indépendante et souveraine nécessaire pour surmonter les obstacles à la résolution de nos défis, migratoire en tête (organismes et traités supranationaux, freins institutionnels, etc.).

Le recours facilité et plus fréquent au référendum permettrait ainsi d'accroître la dimension démocratique du régime, de développer sa capacité à prendre des décisions difficiles et à parvenir à des réformes légitimes et acceptées.

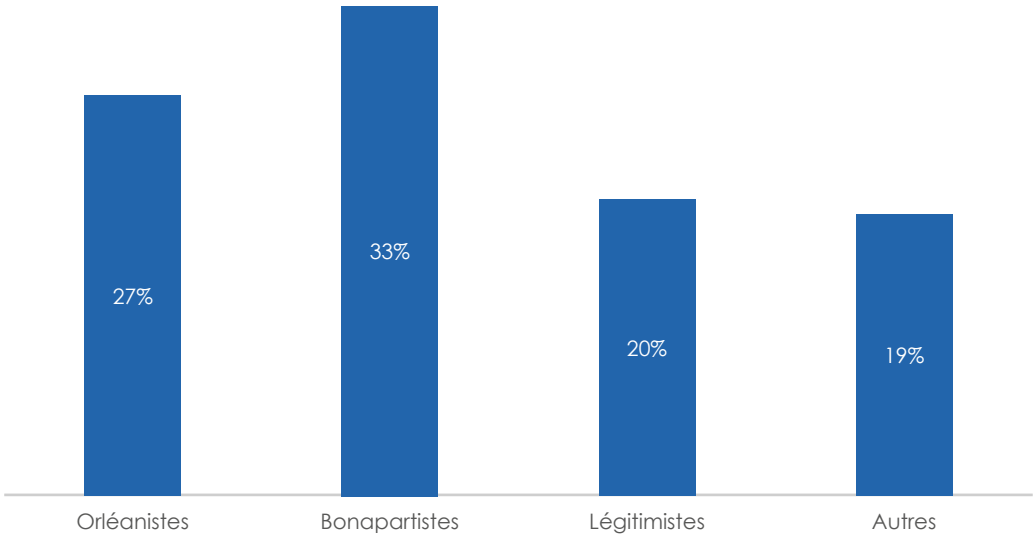
[14] En Suisse, le seuil pour les référendums d'initiative populaire est de 100 000 citoyens inscrits, soit 1,8% des électeurs inscrits (5,6 millions en 2023). En France, un niveau de 2,0% des électeurs inscrits (50,2 millions début 2026) correspondrait à un seuil de 1 000 000 de citoyens.

4. Les droites en France

Le clivage hérité de la Révolution a perdu de son pouvoir explicatif, et avec l'émergence de l'immigration comme source de clivage la plus forte entre la droite et la gauche, on peut désormais distinguer non plus trois mais quatre droites, chacune aux convictions homogènes : progressiste, libérale, régalienne et intégrale. Elles vont de la droite la plus progressiste et cosmopolite, considérant l'islam compatible avec la France, à la plus affirmée, unanimement acquise à la remigration, cette dernière droite étant aussi la plus libérale économiquement.

A) Les trois droites de René Rémond, d'hier à aujourd'hui

FIGURE 27 : POIDS DES TROIS DROITES DE RENÉ RÉMOND AUJOURD'HUI



MÉTHODOLOGIE

Les répondants sont rattachés à une des trois droites de René Rémond s'ils ont choisi la réponse formulée pour cette droite à deux questions sur trois.

1/ La priorité de l'État doit être de restaurer l'ordre intérieur en France (B) / permettre aux entreprises de créer de la richesse pour la France (O) / préserver l'identité et la culture de la France (L).

2/ La religion chrétienne doit être respectée en raison de sa place particulière dans l'histoire de la France (B) / au même titre que toutes les croyances religieuses dans le cadre de la laïcité républicaine (O) / car elle constitue le socle fondamental de notre civilisation (L).

3/ En matière d'immigration, la priorité est d'instaurer des contrôles à toutes les frontières pour restaurer l'ordre public (B) / de réguler les flux de manière pragmatique en fonction des besoins économiques (O) / d'exiger une assimilation culturelle profonde des immigrés pour préserver l'identité française (L).

FIGURE 28 : AUTOPOSITIONNEMENT DES TROIS DROITES DE RENÉ RÉMOND AUJOURD'HUI

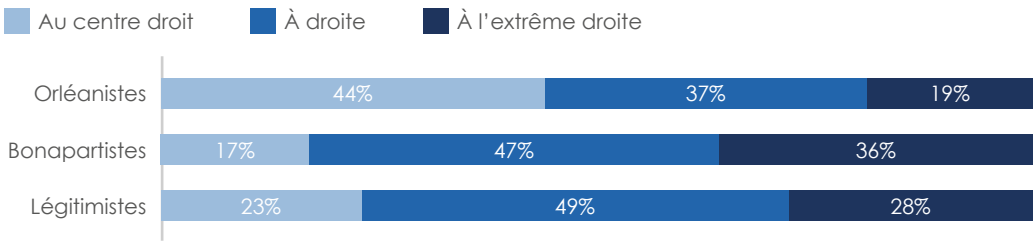
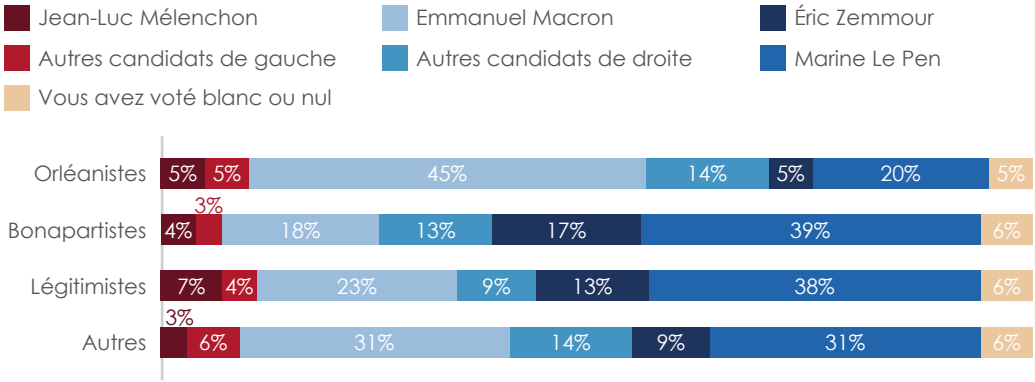
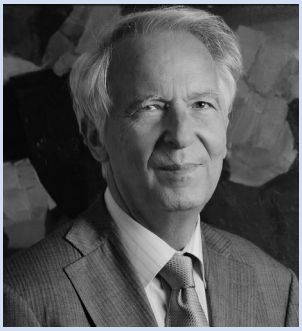


FIGURE 29 : VOTE AU 1ER TOUR 2022 DES TROIS DROITES DE R. RÉMOND AUJOURD'HUI



La célèbre typologie de René Rémond a perdu de son pouvoir discriminant et explicatif. La distinction entre les orléanistes et les deux autres droites reste lisible dans les autopositionnements et les votes au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, mais la distinction entre légitimistes et bonapartistes est moins claire aujourd'hui.



ÉCLAIRAGE

Des trois droites de Rémond à une difficile union

par **Philippe d'Iribarne**
anthropologue, ancien directeur de recherches au CNRS

L'incapacité des droites à s'entendre, qui rend problématique leur accession au pouvoir alors même que leur ensemble est majoritaire dans l'opinion, interroge. Cette nouvelle étude, reprenant et questionnant les catégories de René Rémond qui, dans son ouvrage majeur publié en 1954, distinguait les droites légitimiste, orléaniste et bonapartiste, nous éclaire sur cette incapacité.

La gauche peut se rassembler autour d'un imaginaire commun : construire une société nouvelle, faisant table rase d'un passé hiérarchique et clérical et construisant une humanité d'égaux unis au-delà des frontières des peuples, des cultures, des religions ; une société qu'un pouvoir fort conduit sur la voie du Bien. Tant que l'on en reste au stade des promesses, cet imaginaire garde un rôle fédérateur entre diverses composantes qui restent en désaccord sur la manière de passer à l'acte ; on l'a vu encore avec la constitution du Nouveau Front populaire à l'occasion des législatives de 2024.

Par contraste, la droite ne peut s'unir autour d'un imaginaire commun. Elle se retrouve, certes, dans le refus du projet de déconstruction radicale qui anime une grande partie de la gauche et auquel la gauche « modérée » a du mal à s'opposer, même si elle a des réserves à son égard. Ainsi, alors que l'immigration extra-européenne est du pain béni pour la gauche fidèle à ses principes, tant elle est de nature à ébranler un héritage honni de civilisation, elle représente un danger mortel pour l'ensemble de la droite, dans son attachement à cet héritage. De même, le projet d'écraser les riches, central pour la gauche dans son rêve de niveler les conditions, est mortifère pour la droite, pas seulement pour des raisons d'intérêt mais parce que l'expérience des pays communistes montre ce qu'il en résulte en pratique comme démobilisation ou fuite de ceux qui entreprennent. Mais, à côté de ces points d'union, la droite est largement divisée quant aux éléments de l'héritage de l'ancienne France, qui était elle-même fort composite, qu'il convient de préserver.

Trois droites, et une quatrième

L'étude retrouve les trois grandes familles de droite décrites naguère par René Rémond, et l'évolution de la société la conduit à en identifier une quatrième.

La droite que René Rémond qualifie de « légitimiste », et que l'étude retrouve sous

l'appellation d'« intégrale », est la plus attachée à la continuité historique avec l'ancienne France : les racines chrétiennes, une grande méfiance par rapport à la toute-puissance de l'État, en comptant d'autant moins sur celui-ci pour construire un ordre contraignant qu'elle croit à la force d'un ordre moral et sur celle de communautés locales réunies autour des détenteurs traditionnels d'une autorité. Ceux qui s'y rattachent sont les plus ardents à s'affirmer « Français ».

Une seconde droite, césarienne, que René Rémond qualifie de « bonapartiste », et que l'étude retrouve sous l'appellation de « régalienne », se distingue par de grandes attentes envers l'action de l'État. Ainsi seulement 35% pensent que « l'État devrait accorder davantage de liberté aux entreprises » (vs « encadrer ») alors que c'est le cas pour 87% des orléanistes et 90% des légitimistes. On retrouve ce contraste en mineur quand il s'agit de diminuer les impôts et la dépense publique.

Ceux que René Rémond voit comme « orléanistes » et que l'étude qualifie de « libéraux » se situent eux-mêmes nettement plus au centre-droit et nettement moins à droite ou à l'extrême droite que les autres. Beaucoup se sont ralliés au « et en même temps » d'Emmanuel Macron. Leur rattachement à la droite relève pour beaucoup de leur refus des politiques de gauche en matière économique. Par contre, ils se distinguent nettement des légitimistes et des bonapartistes en matière à la fois d'identité religieuse et de vision morale. C'est le cas quand il s'agit de souhaiter que la Constitution affirme l'attachement de la France à ses racines chrétiennes (56% répondent oui contre 84% pour les bonapartistes et 96% pour les légitimistes). Il en est de même pour le maintien de l'interdiction de la GPA (approuvé par seulement 24% d'entre eux contre 55% et 84% pour les deux autres familles). Seuls 77% se considèrent comme « Français avant tout » contre 84% et 92% pour les deux autres familles.

Une nouveauté majeure de l'étude est l'apparition d'une nouvelle famille que l'étude qualifie de « progressiste ». Celle-ci se caractérise par le fait que, contrairement aux trois autres familles, elle n'est pas particulièrement attachée à la France ancienne, est au premier chef majoritairement favorable à l'immigration (seuls 17% de ceux qui s'y rattachent veulent l'arrêter, contre 75%, 88% et 98% pour les trois autres familles). C'est le fait qu'elle n'adopte pas des positions de gauche en matière économique qui la rattache à la droite.

Continuités culturelles et évolutions politiques

Les analyses de René Rémond considèrent la manière dont les trois familles qu'il distingue se sont incarnées au cours du temps depuis le début du XIX^{e} siècle jusqu'à celui du XXe. Il montre qu'il existe, au sein de chacune d'elles, une continuité culturelle dans leurs repères fondamentaux – l'attachement à une vision charnelle d'un peuple pour les légitimistes, l'attachement à un pouvoir fort et protecteur pour les bonapartistes, le désir de rejoindre les valeurs de la Révolution pour les orléanistes. Et il montre simultanément les évolutions substantielles dans les positions politiques précises de chacune d'elles en fonction du contexte social et politique. Ainsi, par exemple, si les légitimistes comme les orléanistes, après avoir été monarchistes sont devenus massivement républicains, leur rapport à la République, plus utilitaire pour les uns, plus affectif pour les autres, a hérité de ce qu'a été leur rapport à la monarchie. Une des conséquences de cette évolution est que, selon les périodes, il a été plus ou moins difficile pour les trois familles de s'allier pour gouverner ensemble.

Au cours des dernières décennies, un phénomène majeur, la montée de l'immigration

extra-européenne, a conduit à accroître considérablement la difficulté des trois droites à s'entendre.

Ainsi, un sujet majeur de divergence entre la droite légitimiste et la droite orléaniste est le rapport entre d'un côté la continuité d'un peuple charnel, au-delà de la coupure qu'a représenté la Révolution, et de l'autre l'acceptation, parmi les principes de la Révolution, d'une définition nouvelle du peuple qui serait uni par un cadre juridique transcendant les cultures et les religions et non plus par le riche héritage d'une histoire millénaire. A la sortie de la Seconde Guerre mondiale cette opposition de principe n'avait guère de conséquence concrète tant, de fait, le corps social était dans sa quasi-totalité de vieille souche française ou du moins européenne. Il était satisfaisant pour les légitimistes dans sa réalité et pour les orléanistes dans ses principes. La vision purement juridique du peuple restait pour l'essentiel une référence purement théorique. La démocratie chrétienne, à la fois attachée à la continuité d'un peuple et à une vision ouverte de celui-ci, et porteuse en outre de politiques sociales convenant à la droite bonapartiste, a pu accueillir une grande part des trois familles.

La situation s'est profondément modifiée avec l'arrivée massive d'une immigration extra-européenne, avec une forte composante musulmane. Rejeter celle-ci conduit à mettre ouvertement en cause le dogme universaliste d'une société qui ne serait unie que par un cadre juridique et à supporter l'accusation infâmante de « racisme ». Un tel rejet met en cause le large ralliement de la droite aux « principes républicains ». Il est particulièrement difficile à vivre pour une droite orléaniste héritière d'un large ralliement à ces principes (n'oublions pas que Philippe d'Orléans a voté la mort du roi, son cousin). Par contre, il n'est pas difficile à assumer par ceux qui se rattachent à une droite légitimiste de tradition « contre-révolutionnaire ». Face à ce choix cornélien, la droite « classique » correspondant aux Républicains a pris des positions floues et hésitantes qui n'ont satisfait aucun de ceux qui étaient prêts à s'engager dans un sens ou dans l'autre. Il n'est pas étonnant qu'une part importante des orléanistes ait rejoint Emmanuel Macron et qu'une part importante des légitimistes ait rejoint la droite souverainiste. Ainsi, en 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, Emmanuel Macron a recueilli 44% des voix des orléanistes, mais seulement 18% de celles des légitimistes, pendant que le total Marine Le Pen + Éric Zemmour + Nicolas Dupont-Aignan recueillait 32% des voix des orléanistes et 71% de celles des légitimistes (la candidate LR, Valérie Pécresse, ne recueillant que 10% des voix des orléanistes et 8% de celles des légitimistes).

Mais la situation continue à évoluer, tant la réalité sociale montre que l'immigration extra-européenne pèse un poids insupportable, au point d'ébranler les croyants en une théorie à fondement universaliste de ce qu'est un peuple. Du coup, toutes les familles de droite évoluent vers un clair ralliement à des positions labellisées « d'extrême droite ». Ainsi au premier tour des législatives de 2024, la majorité présidentielle n'a plus remporté qu'une courte minorité des voix des orléanistes (32% contre 35% pour le RN et ses alliés). Pendant ce temps les légitimistes se sont encore plus détournés de la majorité présidentielle, ne lui accordant plus que 10% de leurs suffrages, contre 69% pour le RN et ses alliés. De leur côté les bonapartistes sont restés un peu moins défavorables que les légitimistes à la majorité présidentielle (17% pour celle-ci, 57% pour le RN et alliés). L'écart entre les trois familles est resté faible pour le LR et ses alliés qui ont obtenu 21% des suffrages des orléanistes, 14% de ceux des bonapartistes et 15% de ceux des légitimistes.

Une difficile union

En dépit de ces évolutions parallèles l'union des droites reste difficile entre deux

ensembles : d'un côté ceux qui, votant massivement pour « l'extrême droite », ne craignent pas de rejeter le modèle d'une société construite autour d'un système juridique censé transcender les fidélités à des histoires, à des cultures et des religions ; à l'opposé ceux qui, craignant d'être accusés de xénophobie et de racisme, hésitent à sauter le pas. Ces derniers ont vivement rejeté la démarche de rapprochement avec le RN défendue par Éric Ciotti. Très présents dans la macronie, ils ont refusé de couper les ponts avec la gauche, jusqu'à être prêts à s'allier à l'extrême gauche, comme cela a été le cas lors des élections législatives de 2024. Sans doute ne vont-ils pas récidiver en 2027, mais ils restent largement hésitants et embarrassés.

Pour surmonter cette division qui demeure, il paraît essentiel de faire reconnaître que l'immigration extra-européenne, et plus spécialement celle qui est marquée par l'islam, ne met pas seulement en cause la continuité d'un peuple historique, mais aussi l'idéal d'une société attachée à la liberté et aux droits de l'homme ; que les orléanistes ont de quoi trouver dans la défense de ces acquis républicains de quoi s'allier à ceux qui se veulent fidèles à un héritage plus ancien.

B) Aujourd'hui, quatre droites se distinguent

a. Analyse

MÉTHODOLOGIE

Les opinions testées dans notre étude ont été regroupées en trois dimensions : i) immigration et souverainisme, ii) conservatisme sociétal et iii) libéralisme économique, pour lesquelles un score agrégé de proximité a été calculé (z-score) pour chaque électeur actif autopositionné à droite. L'analyse de ces scores d'opinion a révélé quatre groupes ayant chacun une forte cohérence idéologique interne.

Cette analyse a permis de distinguer quatre droites : les électeurs de chacune de ces quatre droites partagent des convictions proches, statistiquement observées.

On observe que, malgré cette forte cohérence idéologique interne à chaque droite, 15 à 20% des électeurs de chacune d'entre elles portent leur vote sur un candidat qui ne présente pas un fort alignement idéologique avec leurs propres convictions. C'est un paradoxe. Pour autant, nous pouvons considérer, à la suite de Raymond Boudon, que les gens prennent leurs décisions pour de « bonnes raisons »[15], qui peuvent donc être d'une autre nature que le programme et les idées. Il peut s'agir de la crédibilité de l'incarnation, du charisme, de la réussite du débat télévisé, de l'énergie collective autour de la candidature, de la qualité de l'équipe, etc.

Les chiffres détaillés pour chacune des droites de leurs 1) opinions, 2) profil socio-démographique, 3) votes passés et potentiels, 4) taille et contribution aux électorats, figurent dans les tableaux présentés dans les pages suivantes.

La droite progressiste

Convictions.

Le paradoxe de ces électeurs autopositionnés à droite est qu'ils expriment des convictions de gauche sur la plupart des sujets. En majorité autopositionnés au centre droit, ils sont même encore plus ouverts à l'immigration que la gauche. La droite progressiste est la seule à considérer l'islam compatible avec les valeurs de la France. Elle se distingue de la gauche par son plus fort libéralisme économique, auquel elle est plus favorable que la droite régalienne, mais nettement moins que les droites libérale et intégrale.
Elle pourrait se retrouver dans des termes comme partisan de l'Europe, pour une mondialisation heureuse, une république du vivre-ensemble, inclusive. La droite progressiste pourrait se rapprocher de la droite orléaniste de René Rémond, mais elle est nettement plus progressiste et n'est pas la plus libérale économiquement des droites.

Profil sociologique.

Les électeurs de la droite progressiste sont plus jeunes que la moyenne des Français, avec une forte proportion de 35-49 ans et de 18-24 ans. Ils vivent surtout dans des métropoles et présentent à la fois une composante diplômée et aisée et une composante sans le bac, ouvrière ou employée. C'est la droite où la proportion d'électeurs d'ascendance étrangère

[15] Raymond Boudon, *Raison, bonnes raisons*, Presses Universitaires de France, 2003

est la plus élevée (44% ont au moins un grand-parent d'origine étrangère). C'est aussi celle dont les électeurs se définissent le moins comme français avant tout (57%), au même niveau que la gauche (55%), et le plus cosmopolites : européens avant tout, citoyens du monde, ou attachés à une autre origine. Elle est aussi la moins pessimiste sur la situation de notre pays et la moins intéressée par la politique.

Votes récents.

La droite progressiste a majoritairement voté pour E. Macron dès le premier tour de 2022 (50%) et au second tour (75%). On observe une progression du vote pour des candidats situés à la droite d'E. Macron entre 2022 (25%) et 2024 (31%).

Votes potentiels.

Pour 2027, les intentions de vote se portent majoritairement sur des candidats issus de la macronie, avec É. Philippe et G. Attal en tête, à 55-58%. Le potentiel le plus élevé à la droite de la macronie se porte sur B. Retailleau (26%) et M. Le Pen (25%).

Poids.

La droite progressiste est la moins nombreuse des quatre droites : elle représente 18% des électeurs de droite, soit 9% des électeurs actifs.

La droite libérale

Convictions.

La droite libérale est clairement opposée à l'immigration actuelle (75% sont favorables à l'inversion des flux migratoires), mais pas autant que les droites régalienne et intégrale. Autopositionnée à droite et au centre droit, elle est peu conservatrice sociétalement et se caractérise surtout par ses positions libérales sur le plan économique.
Elle pourrait se retrouver dans des termes comme droite du marché libre, droite républicaine modérée, droite des entreprises. La droite libérale est la plus proche de la droite orléaniste de René Rémond, mais elle s'en distingue par un important tropisme bonapartiste, avec une forte appétence pour le référendum (82%) et un plébiscite du rétablissement des contrôles aux frontières (94%).

Profil sociologique.

Proche de la distribution nationale des âges, la droite libérale est un peu plus représentée chez les 50 ans et plus. Elle est aussi un peu plus diplômée, plus aisée et davantage propriétaire de son logement que la moyenne nationale. La part des personnes sans religion y est la plus élevée des quatre droites.

Votes récents.

La droite libérale a largement voté E. Macron (44% au premier tour de 2022), mais son vote RN explose, passant de 24% pour M. Le Pen au premier tour de 2022 à 35% aux élections législatives de 2024. Elle a été et reste la première contributrice des votes de droite en faveur d'E. Macron (avec 20% de ses voix au 1er tour 2022) et la deuxième contributive en faveur de V. Pécresse (avec 26% de ses voix).

Votes potentiels.

Le déplacement du vote de la droite libérale davantage vers la droite semble se confirmer dans les potentiels électoraux pour 2027, avec M. Le Pen (46%) et B. Retailleau (44%) faisant

quasiment jeu égal avec les candidats issus des rangs macronistes (52% pour É. Philippe et 43% pour G. Attal), alors qu'E. Macron avait obtenu presque le double du score de M. Le Pen en 2022 (44% contre 24%)[16]. Ce segment reste le premier contributeur à droite des candidats issus de la macronie, à hauteur de 14 à 17% de la totalité de leurs voix potentielles.

Poids.

La droite libérale représente 23% des électeurs de droite, soit un peu moins de 12% des électeurs actifs.

La droite régalienne

Convictions.

La droite régalienne est très hostile à l'immigration actuelle, favorable à l'inversion des flux migratoires (88%, dont 54% tout à fait d'accord) et à une préférence nationale (96% considèrent que l'accueil migratoire affaiblit notre capacité de solidarité nationale, 87% sont favorables au droit du sang). La droite régalienne est conservatrice sociétalement, en cohérence avec notre héritage chrétien (87% considèrent que la France est façonnée par celui-ci, 84% sont favorables à l'inscription de l'attachement de la France à ses racines chrétiennes dans la Constitution). Guère libérale économiquement, elle est peu favorable aux mesures en faveur des entreprises et des entrepreneurs, mais elle est favorable à la diminution des impôts et cotisations plutôt qu'à l'augmentation des dépenses sociales pour améliorer le pouvoir d'achat (76%), ainsi qu'à la baisse des dépenses publiques plutôt qu'à l'augmentation de la fiscalité pour réduire la dette (69%).
Elle pourrait se retrouver dans des termes comme nationale-populiste, droite populaire, droite de l'ordre, sécuritaire, pour un État fort. La droite régalienne se rapproche de la droite bonapartiste de René Rémond par sa forte demande d'ordre, son conservatisme sécularisé et son faible libéralisme économique.

Profil sociologique.

Elle est la plus populaire des quatre droites, la plus féminine[17], avec une surreprésentation des 50-64 ans. Elle est moins diplômée, davantage composée d'employés, d'ouvriers et de professions intermédiaires, et c'est la moins parisienne. Elle se déclare à la fois plus catholique que les droites progressiste et libérale (64% contre 52% et 52%) et moins pratiquante[18] (2% contre 4% et 3%) : elle est sécularisée.

Votes récents.

C'est le deuxième socle électoral de M. Le Pen, représentant 28% des voix qu'elle a rassemblées au premier tour de 2022, et c'est celle des quatre droites qui a voté pour M. Le Pen dans la plus forte proportion (48%). Le vote RN et alliés a atteint 57% dès le premier tour des élections législatives de 2024.

Votes potentiels.

[16] On retrouve vraisemblablement dans la droite libérale une forte proportion des « ralliés » qui font passer le RN au statut de « parti dominant », décrits par P. Perrineau dans *D'un parti de protestation à un parti dominant : La dynamique électorale du Rassemblement national (2017-2026)*, Fondapol, juillet 2026

[17] Ce caractère féminin confirme que la France n'est pas concernée par le « radical right gender gap » qui voit « la plupart des droites radicales populistes » en Europe soutenues par un électorat plus masculin ; en 2024, l'électorat RN est autant féminin que masculin. Voir A. Durovic, N. Mayer et N. Piolat, « Ni tout à fait le même ni tout à fait un autre : Le vote aux élections législatives de 2024 au prisme du genre et de l'âge », *Revue française de science politique*, 2025

[18] « Pratiquant » étant défini ici par le fait d'aller à un office religieux au moins une fois par semaine.

Le vote RN semble poursuivre sa progression, avec M. Le Pen largement en tête des potentiels électoraux pour 2027 (65%), suivie de M. Maréchal (39%), puis d'É. Philippe et de B. Retailleau au coude-à-coude (35-36%).

Poids.

La droite régalienne représente 25% des électeurs de droite, soit un peu plus de 12% des électeurs actifs.

La droite intégrale

Convictions.

La droite intégrale a les opinions les plus affirmées dans toutes les dimensions. C'est à la fois la plus souverainiste, la plus conservatrice sociétalement et la plus libérale économiquement. Elle est unanime dans son hostilité à l'immigration (98% pour l'inversion des flux migratoires, 100% pour le rétablissement des contrôles aux frontières), dans sa volonté d'affirmer l'identité chrétienne de la France (96% pour l'inscription de l'attachement aux racines chrétiennes de la France dans la Constitution) et sa traduction dans la loi (84% pour le maintien de l'interdiction de la GPA), ainsi que dans son souhait de libérer l'économie et d'y réduire le poids de l'État (90% estiment que l'État devrait laisser davantage de liberté aux entreprises plutôt que de les encadrer davantage, 75% sont pour la suppression du statut de fonctionnaire au-delà des fonctions régaliennes). C'est celle qui considère le plus que l'islam est incompatible avec les valeurs de la France (87%, dont 61% « pas du tout compatible ») et qui est la plus attachée au catholicisme. Son corpus de valeurs claires est fortement teinté par la matrice catholique. Elle est celle des quatre droites qui s'autopositionne le plus à droite et à l'extrême droite, avec toutefois une majorité se positionnant simplement « à droite » (52%).
Elle pourrait se retrouver dans des termes comme conservatrice, nationale conservatrice, traditionnelle ou radicale (à la fois dans le sens de « jusqu'au bout » et de « à la racine »), mais aussi droite entrepreneuriale. Quoique se positionnant d'abord comme bonapartiste, la droite intégrale pourrait se rapprocher de la droite légitimiste de René Rémond par son conservatisme profond et sa forte volonté de subsidiarité, mais elle manifeste un libéralisme économique particulièrement vigoureux, plus fort encore que celui de la droite libérale.

Profil sociologique.

Elle est la plus âgée des quatre droites, la plus masculine et la plus rurale, composée pour près de la moitié de retraités, s'estimant de classe moyenne, avec un niveau de formation majoritairement compris entre le bac et bac + 3. La droite intégrale est la plus catholique, y compris la plus pratiquante, et ses électeurs se considèrent presque exclusivement comme français avant tout (92%). C'est la plus intéressée par la politique des quatre droites.

Votes récents.

La droite intégrale a été le principal socle électoral de tous les candidats à la droite de la macronie. Elle s'est laissée tenter, lors de l'élection présidentielle de 2022, par É. Zemmour (25%), qui y a puisé l'essentiel de son socle électoral (67% de ses voix en étaient issues), mais s'est retournée massivement vers le RN et ses alliés dès le premier tour des élections législatives de 2024 (69%).

Votes potentiels.

La droite intégrale demeure le principal socle électoral de tous les candidats à la droite de la macronie dans les potentiels électoraux pour 2027, que ce soit B. Retailleau (30% de toutes ses intentions de vote), M. Le Pen (33%), D. Lisnard (38%) ou É. Zemmour (48%). La popularité de

M. Maréchal y est particulièrement forte (68%), davantage encore que celle d'É. Zemmour (55%), de S. Knafo (47%) ou de B. Retailleau (53%), mais moindre que celle de M. Le Pen (83%).

Poids.

La droite intégrale est la plus nombreuse des quatre droites : elle en représente 34%, soit 17% des électeurs actifs.

b. Graphiques

Les graphiques ci-dessous présentent le positionnement des quatre droites selon leurs opinions sur i) l'immigration (axe des abscisses) et ii) le libéralisme économique et le conservatisme sociétal (axes des ordonnées). Chaque point représente un répondant.

FIGURE 30 : POSITIONNEMENT DES DROITES SUR L'IMMIGRATION (X) ET LE LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE (Y)

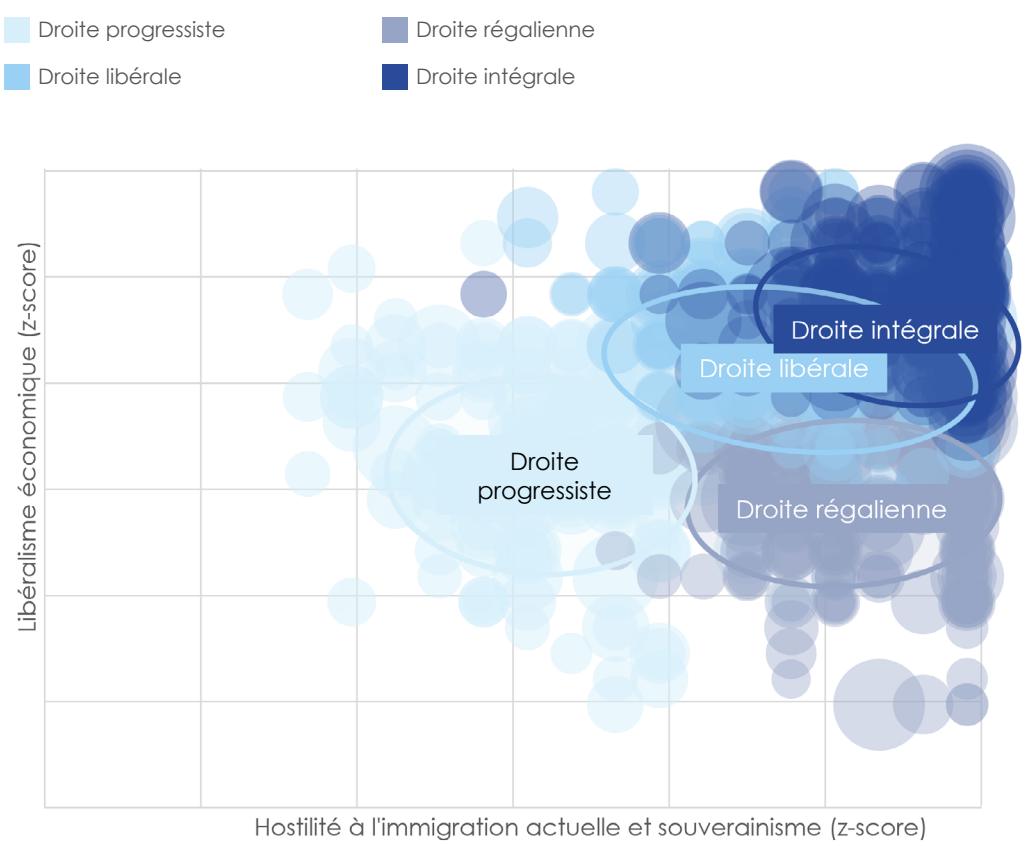
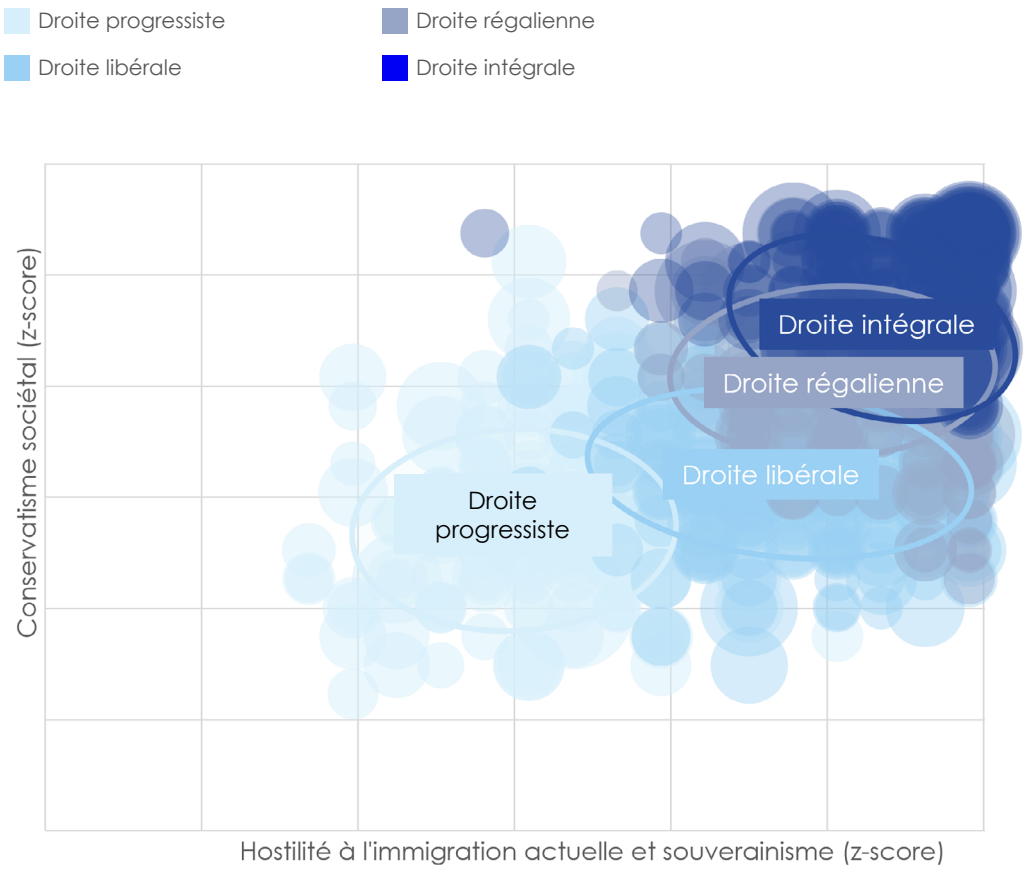


FIGURE 31 : POSITIONNEMENT DES DROITES SUR L'IMMIGRATION (X) ET LE CONSERVATISME SOCIÉTAL (Y)



c. Tableaux détaillés

Dans les tableaux ci-dessous, les chiffres présentés correspondent à la somme des « plutôt d'accord » et « tout à fait d'accord », sauf indication contraire. Ils sont présentés après redressement et ne prennent pas en compte les non-réponses (NSP).

Quelques questions ont été synthétisées pour faciliter la présentation des tableaux. Pour la formulation exacte, se reporter aux graphiques des parties précédentes, ou télécharger le rapport OpinionWay pour Périclès disponible sur notre site internet.

	Droite					
	Progressiste	Libérale	Régalienne	Intégrale	Total Droites	*Électeurs actifs*
1. OPINIONS PAR DROITE						
Positionnement politique résumé						
Hostilité à l'immigration actuelle et souverainisme	-1,65	-0,05	0,38	0,64	-0,00	*n/a*
Conservatisme sociétal	-1,09	-0,71	0,24	0,90	-0,00	*n/a*
Libéralisme économique	-0,73	0,48	-1,00	0,78	0,00	*n/a*
Immigration et souverainisme						
Il faut arrêter l'immigration et faire partir une grande partie des étrangers récemment entrés en France — d'accord	17 %	75 %	88 %	98 %	76 %	*59 %*
La France devrait mieux maîtriser qui entre sur le territoire, même si cela demande le rétablissement de contrôles aux frontières, y compris au sein de l'UE — d'accord	53 %	94 %	97 %	100 %	89 %	*80 %*
L'accueil migratoire affaiblit notre capacité de solidarité nationale — d'accord	37 %	87 %	96 %	96 %	83 %	*70 %*
La nationalité française doit être accordée aux personnes nées d'au moins un parent français (vs. à toutes les personnes nées en France, même avec deux parents étrangers)	38 %	77 %	87 %	91 %	77 %	*66 %*
Z-score immigration et souverainisme	**-1,65**	**-0,05**	**0,38**	**0,64**	**-0,00**	***n/a***
Conservatisme sociétal						
La France est un pays façonné par son héritage chrétien — d'accord	57 %	68 %	87 %	98 %	81 %	*72 %*
La peine de mort doit être rétablie pour les crimes les plus graves — d'accord	30 %	60 %	84 %	90 %	71 %	*61 %*
Il faudrait que la Constitution affirme l'attachement de la France à ses racines chrétiennes — d'accord	35 %	56 %	84 %	96 %	73 %	*58 %*
La GPA doit continuer à être interdite (vs. devrait être autorisée)	37 %	24 %	55 %	84 %	54 %	*48 %*
Z-score conservatisme sociétal	**-1,09**	**-0,71**	**0,24**	**0,90**	**-0,00**	***n/a***
Libéralisme économique						
Pour améliorer le pouvoir d'achat, il est préférable de diminuer les impôts, taxes et cotisations sociales (vs. augmenter les dépenses sociales)	71 %	96 %	76 %	97 %	87 %	*79 %*

	Droite					
	Progressiste	Libérale	Régalienne	Intégrale	Total Droites	*Électeurs actifs*
Pour baisser la dette, il faut surtout baisser les dépenses publiques, not. en matière de santé ou de prestations sociales, plutôt que d'augmenter la fiscalité — d'accord	53 %	76 %	69 %	84 %	73 %	*61 %*
L'État devrait laisser davantage de liberté aux entreprises (vs. davantage encadrer)	58 %	87 %	35 %	90 %	70 %	*59 %*
Taxer plus fortement les plus riches risquerait de leur faire quitter le pays et d'aggraver la situation (vs. réduirait les déficits et améliorerait la situation)	49 %	80 %	31 %	88 %	65 %	*50 %*
L'État n'a pas à s'occuper des inégalités sociales, qui doivent être réduites par les efforts et les mérites de chacun — d'accord	21 %	58 %	30 %	76 %	51 %	*38 %*
En matière de santé, il faudrait remplacer la Sécurité sociale par des assurances santé privées librement choisies par chacun — d'accord	23 %	48 %	30 %	47 %	39 %	*32 %*
Z-score libéralisme économique	**-0,73**	**0,48**	**-1,00**	**0,78**	**0,00**	***n/a***
Autres questions						
La France est un pays plutôt en déclin (vs. plutôt en progrès)	60 %	80 %	83 %	94 %	82 %	*79 %*
Le peuple doit être consulté fréquemment par référendum pour s'exprimer directement sur les grandes lois — d'accord	54 %	82 %	88 %	91 %	81 %	*80 %*
Pour lutter contre la pollution et le réchauffement climatique, il faut surtout proposer des mesures d'incitation (vs. d'interdiction)	70 %	80 %	79 %	84 %	79 %	*76 %*
En dehors des forces de l'ordre, de la justice et de l'armée, il faudrait supprimer le statut de fonctionnaire et que tous les salariés soient traités de la même manière — d'accord	43 %	68 %	63 %	75 %	65 %	*58 %*
Si l'euthanasie (le fait de provoquer la mort d'un patient souffrant) est légalisée, les proches et médecins devraient être autorisés à conseiller aux personnes souffrantes de ne pas y recourir — d'accord	55 %	59 %	62 %	68 %	62 %	*56 %*
Le service public audiovisuel devrait produire uniquement des émissions d'information ou à caractère culturel, et abandonner sa production de divertissement — d'accord	28 %	45 %	37 %	60 %	45 %	*38 %*
La France devrait transférer plus de compétences en matière économique et commerciale à l'Union européenne — d'accord	40 %	37 %	44 %	26 %	35 %	*37 %*
Il serait plus efficace économiquement de transformer les cotisations du système de retraite actuel en une épargne individuelle qui serait disponible à la retraite — d'accord	43 %	75 %	62 %	77 %	67 %	*58 %*
Trois droites de René Rémond						
Orléanistes	46 %	41 %	18 %	14 %	27 %	*n/a*
Bonapartistes	18 %	28 %	39 %	42 %	34 %	*n/a*
Légitimistes	18 %	11 %	25 %	25 %	21 %	*n/a*

	Droite					
	Progressiste	Libérale	Régalienne	Intégrale	Total Droites	*Électeurs actifs*
Religions jugées incompatibles avec les valeurs de la France						
Religion catholique compatible avec les valeurs de la France — pas d'accord	**19 %**	13 %	10 %	4 %	10 %	*15 %*
Religion protestante compatible avec les valeurs de la France — pas d'accord	27 %	24 %	**29 %**	14 %	22 %	*25 %*
Religion musulmane compatible avec les valeurs de la France — pas d'accord	43 %	70 %	77 %	87 %	72 %	*61 %*
Religion juive compatible avec les valeurs de la France — pas d'accord	30 %	29 %	**35 %**	19 %	27 %	*32 %*

2. PROFIL SOCIO-DÉMOGRAPHIQUE PAR DROITE

Sexe						
Homme	53 %	48 %	41 %	60 %	51 %	*49 %*
Femme	47 %	52 %	59 %	40 %	49 %	*51 %*
Âge						
de 18 à 24 ans	20 %	9 %	9 %	2 %	9 %	*10 %*
de 25 à 34 ans	9 %	13 %	12 %	8 %	10 %	*13 %*
de 35 à 49 ans	**29 %**	21 %	24 %	19 %	23 %	*23 %*
de 50 à 64 ans	23 %	26 %	**30 %**	27 %	27 %	*25 %*
65 ans et plus	20 %	**31 %**	24 %	**44 %**	32 %	*30 %*
Catégorie d'agglomération						
En zone rurale	18 %	**25 %**	**25 %**	**27 %**	24 %	*22 %*
Dans une agglo de 2.000 à moins de 20.000 habitants	15 %	18 %	19 %	18 %	18 %	*19 %*
Dans une agglo de 20.000 à moins de 100.000 habitants	13 %	14 %	15 %	13 %	14 %	*14 %*
Dans une agglomération de 100.000 habitants et plus, en province	**38 %**	**26 %**	**29 %**	**26 %**	29 %	*29 %*
Dans l'agglomération parisienne	16 %	17 %	12 %	15 %	15 %	*16 %*
Catégorie socio-professionnelle						
Cadres et prof. intellectuelles supérieures	**16 %**	11 %	9 %	8 %	10 %	*10 %*
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	**6 %**	5 %	2 %	4 %	4 %	*4 %*
Agriculteurs exploitants	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	*0 %*
Professions intermédiaires	12 %	16 %	18 %	16 %	16 %	*16 %*
Employés	16 %	17 %	**21 %**	9 %	15 %	*15 %*
Ouvriers	**15 %**	7 %	**14 %**	8 %	11 %	*11 %*
Retraités	19 %	**32 %**	**27 %**	**48 %**	34 %	*32 %*
Autres personnes sans activité professionnelle	**16 %**	12 %	9 %	7 %	10 %	*12 %*
Catégorie sociale auto-déclarée						
Les classes aisées	**17 %**	**15 %**	11 %	6 %	11 %	*10 %*
Les classes moyennes supérieures	**34 %**	28 %	21 %	**33 %**	29 %	*26 %*
Les classes moyennes modestes	36 %	46 %	**48 %**	**47 %**	45 %	*44 %*
Les classes populaires	9 %	8 %	13 %	9 %	10 %	*14 %*
Les classes défavorisées	3 %	4 %	7 %	5 %	5 %	*7 %*

	Droite					
	Progressiste	Libérale	Régalienne	Intégrale	Total Droites	*Électeurs actifs*
Niveau de diplôme						
Supérieur à Bac+3	**18 %**	**18 %**	8 %	14 %	14 %	*16 %*
Bac+2 et Bac+3	29 %	30 %	29 %	32 %	30 %	*29 %*
Bac	23 %	25 %	**32 %**	30 %	28 %	*26 %*
Inférieur au Bac	**31 %**	28 %	**31 %**	24 %	28 %	*28 %*
Statut vis-à-vis du logement						
Propriétaire de votre logement	51 %	69 %	59 %	**74 %**	65 %	*59 %*
Locataire de votre logement	31 %	25 %	34 %	23 %	28 %	*33 %*
Logé à titre gratuit (chez vos parents, chez des proches)	16 %	4 %	6 %	3 %	7 %	*7 %*
Autre situation (foyer, etc.)	2 %	1 %	1 %	0 %	1 %	*1 %*
Ascendance migratoire (grands-parents)						
Grands-parents français	56 %	66 %	73 %	**79 %**	70 %	*68 %*
Au moins un grand-parent originaire d'Europe hors France	25 %	21 %	19 %	16 %	19 %	*20 %*
Au moins un grand-parent originaire du Maghreb	**12 %**	5 %	5 %	3 %	5 %	*7 %*
Au moins un grand-parent originaire d'Afrique subsaharienne	**3 %**	1 %	2 %	0 %	2 %	*2 %*
Au moins un grand-parent originaire d'un autre pays	**6 %**	2 %	3 %	2 %	3 %	*4 %*
Religion et pratique religieuse						
Catholique	52 %	52 %	64 %	**75 %**	63 %	*50 %*
dont : pratique au moins une fois par semaine	4,0 %	2,9 %	2,2 %	**6,1 %**	4,0 %	*3,3 %*
Musulmane	4 %	2 %	2 %	1 %	2 %	*5 %*
Protestante	2 %	1 %	1 %	2 %	1 %	*2 %*
Autre religion	7 %	4 %	4 %	1 %	4 %	*4 %*
Sans religion	33 %	**40 %**	29 %	21 %	30 %	*37 %*
Je ne souhaite pas répondre	2 %	0 %	1 %	0 %	1 %	*3 %*
Français avant tout ?						
Français avant tout, plus qu'Européen	57 %	77 %	84 %	**92 %**	80 %	*70 %*
Européen avant tout, plus que Français	17 %	11 %	9 %	3 %	9 %	*10 %*
Citoyen du monde	**15 %**	5 %	4 %	2 %	6 %	*13 %*
Ni Français, ni Européen, je suis plus attaché à une autre origine	**11 %**	6 %	3 %	3 %	5 %	*6 %*
Intérêt pour la politique						
Beaucoup	17 %	19 %	16 %	**40 %**	25 %	*23 %*
Assez	37 %	48 %	44 %	**43 %**	43 %	*40 %*
Peu	**35 %**	25 %	32 %	13 %	25 %	*27 %*
Pas du tout	**11 %**	7 %	8 %	3 %	7 %	*11 %*

	Droite					
	Progressiste	Libérale	Régalienne	Intégrale	Total Droites	*Électeurs actifs*

3. VOTE DES DROITES

Vote au 1er tour de la présidentielle 2022, en % des exprimés						
Candidats hors Macron et hors droite	**25 %**	15 %	15 %	4 %	13 %	*35 %*
E. Macron	**50 %**	**44 %**	22 %	18 %	30 %	*28 %*
V. Pécresse	5 %	**10 %**	7 %	8 %	8 %	*5 %*
M. Le Pen	13 %	**24 %**	**48 %**	**42 %**	34 %	*23 %*
N. Dupont-Aignan	2 %	2 %	2 %	4 %	3 %	*2 %*
E. Zemmour	5 %	6 %	6 %	**25 %**	12 %	*7 %*

Note de lecture : *25% des voix de la droite intégrale se sont portées sur E. Zemmour en 2022*

Vote au 2e tour de la présidentielle 2022, en % des exprimés						
E. Macron	**75 %**	**61 %**	38 %	26 %	45 %	*59 %*
M. Le Pen	25 %	39 %	**62 %**	**74 %**	55 %	*41 %*

Vote au 1er tour des législatives 2024, en % des exprimés						
Nouveau Front populaire	20 %	7 %	7 %	1 %	7 %	*28 %*
Majorité présidentielle	**42 %**	**32 %**	17 %	10 %	22 %	*21 %*
LR et alliés	15 %	21 %	14 %	15 %	16 %	*11 %*
RN et alliés	16 %	35 %	**57 %**	**69 %**	49 %	*33 %*
Reconquête	0 %	1 %	0 %	3 %	1 %	*1 %*

Potentiel électoral 2027 ("Vous êtes certain/certaine de voter pour cette personnalité" + "Il est possible que vous votiez pour…")						
R. Glucksmann	29 %	17 %	17 %	8 %	16 %	*26 %*
G. Attal	**55 %**	**43 %**	33 %	18 %	34 %	*34 %*
E. Philippe	**58 %**	**52 %**	36 %	21 %	39 %	*36 %*
S. Lecornu	42 %	42 %	23 %	15 %	28 %	*27 %*
B. Retailleau	26 %	**44 %**	35 %	53 %	42 %	*29 %*
D. Lisnard	13 %	21 %	15 %	36 %	23 %	*16 %*
M. Le Pen	25 %	**46 %**	**65 %**	**83 %**	60 %	*40 %*
M. Maréchal	11 %	29 %	**39 %**	**68 %**	42 %	*27 %*
S. Knafo	9 %	18 %	19 %	**47 %**	27 %	*18 %*
E. Zemmour	8 %	17 %	23 %	**55 %**	29 %	*19 %*

Autopositionnement politique						
Au centre droit	52 %	37 %	22 %	12 %	28 %	*n/a*
À droite	29 %	**43 %**	**46 %**	**52 %**	44 %	*n/a*
À l'extrême droite	19 %	19 %	32 %	**36 %**	28 %	*n/a*

	Droite					
	Progressiste	Libérale	Régalienne	Intégrale	Total Droites	*Électeurs actifs*
4. TAILLE DES DROITES ET CONTRIBUTION AUX ÉLECTORATS						
Poids général des clusters						
% des électeurs actifs	9 %	12 %	12 %	17 %	51 %	*n/a*
% des électeurs actifs de droite	18 %	23 %	25 %	34 %	100 %	*n/a*
Poids dans les électorats du 1er tour de 2022 présidentielle						
Candidats hors E. Macron et hors droite	7 %	5 %	6 %	2 %	20 %	*n/a*
E. Macron	17 %	20 %	11 %	12 %	61 %	*n/a*
V. Pécresse	10 %	26 %	20 %	32 %	88 %	*n/a*
M. Le Pen	5 %	14 %	28 %	35 %	82 %	*n/a*
N. Dupont-Aignan	12 %	13 %	11 %	37 %	73 %	*n/a*
E. Zemmour	6 %	11 %	11 %	67 %	96 %	*n/a*
***Note de lecture :** 67% des électeurs d'E. Zemmour en 2022 appartiennent à la droite intégrale, et 96% s'autopositionnent à droite*						
Poids dans les électorats du 2e tour de 2022 présidentielle						
E. Macron	12 %	13 %	9 %	9 %	44 %	*n/a*
M. Le Pen	5 %	12 %	21 %	37 %	77 %	*n/a*
Poids dans les électorats 1er tour de 2024 législatives						
Nouveau Front populaire	7 %	3 %	3 %	1 %	15 %	*n/a*
Majorité présidentielle	20 %	21 %	11 %	10 %	63 %	*n/a*
LR et alliés	14 %	27 %	19 %	30 %	89 %	*n/a*
RN et alliés	5 %	14 %	24 %	45 %	88 %	*n/a*
Reconquête	0 %	10 %	9 %	75 %	93 %	*n/a*
Poids parmi les personnes certaines ou envisageant de voter en 2027 pour…						
R. Glucksmann	10 %	7 %	8 %	5 %	29 %	*n/a*
G. Attal	14 %	14 %	11 %	8 %	48 %	*n/a*
E. Philippe	13 %	16 %	12 %	9 %	50 %	*n/a*
S. Lecornu	14 %	17 %	10 %	9 %	51 %	*n/a*
B. Retailleau	8 %	17 %	14 %	30 %	70 %	*n/a*
D. Lisnard	7 %	15 %	11 %	38 %	71 %	*n/a*
M. Le Pen	5 %	13 %	19 %	33 %	70 %	*n/a*
M. Maréchal	3 %	12 %	17 %	41 %	72 %	*n/a*
S. Knafo	5 %	12 %	13 %	44 %	73 %	*n/a*
E. Zemmour	4 %	10 %	14 %	48 %	77 %	*n/a*

Conclusion

Qu'est-ce qu'être de droite ?

par **Arnaud Rérolle**
co-fondateur et directeur général de Périclès

La droite s'est trop souvent comportée comme une « non-gauche », comme le dénonce Mathieu Bock-Côté, parce qu'elle a trop longtemps eu peur de se définir ontologiquement. Qu'est-ce donc que l'essence de la droite ?

Le philosophe Gilles Deleuze soutenait, en substance, qu'être de gauche c'est d'abord penser le monde, puis son pays, puis ses proches, puis soi ; et qu'être de droite c'est l'inverse[19], nous amenant à réfléchir à la substance de la droite et de la gauche à travers leur définition du corps social et l'ordre des priorités de la solidarité dans la Cité.

Cette question a traversé toute l'histoire de l'Occident. Depuis la démocratie athénienne sous laquelle fut votée la « loi de Périclès » en 451 av. J.-C. restreignant l'accession à la citoyenneté, ou encore pendant la guerre sociale de Rome durant laquelle les alliés italiens revendiquèrent le droit de cité romain, la question de l'appartenance au corps social fut au cœur du débat de la Cité. Elle s'est aussi posée dans les rapports entre religion et politique, comme l'évoque Rémi Brague : l'apparition du christianisme en Occident obligea à repenser les frontières entre appartenance religieuse et appartenance civique. En France, le clivage entre la droite et la gauche est né autour de cette question : ceux qui défendaient le roi comme tête de la société, et ceux qui voulaient un renversement et finirent par la lui couper. Cette question a pu aussi engendrer les dérives inexcusables du *Volksgemeinschaft*, qui chercha à régénérer la nation allemande en éliminant une partie du corps social, et du communisme, fondé sur le rejet de ceux que le pouvoir désigne comme « ennemis du peuple ».

La gauche et l'extrême-gauche d'aujourd'hui appellent de leurs vœux un bouleversement du corps social : un « nouveau peuple », une France « créolisée », une « nouvelle France ». La question migratoire, qui est aujourd'hui le principal thème sur lequel s'opère le clivage entre la droite et la gauche, est donc une actualisation d'un débat multiséculaire autour du défi majeur auquel notre société fait face. Nicolas Pouvreau-Monti précise d'ailleurs que ce sujet dépasse les frontières françaises et touche toute l'Europe. L'importance de ce phénomène est telle qu'il peut donner le sentiment aux peuples historiques d'être eux-mêmes « des émigrés à l'intérieur de leur pays et de leur temps »[20], pour transposer une formule de René Rémond.

[19] Gilles Deleuze, « G comme Gauche », *L'Abécédaire de Gilles Deleuze*, entretiens avec Claire Parnet, réalisés par Pierre-André Boutang et Michel Pamart, Éditions Montparnasse, DVD, 2004
[20] « Des émigrés à l'intérieur de leur pays et de leur temps, voilà ce que les légitimistes sont en passe de devenir. » - René Rémond, *Les Droites en France*, Aubier, 1982, p. 76

Notre époque vit un enchaînement de crises et de bouleversements démographiques, sociaux, culturels, spirituels, économiques et technologiques. 79% des électeurs actifs considèrent que la France est en déclin. Face à ce déclin, comme l'explique Chantal Delsol, la tentation du cynisme voire du fatalisme est grande pour le peuple de droite.

Mais cette étude montre que ce peuple de droite aspire à définir le corps social non par une simple opposition aux idéologies de gauche, mais par des principes immuables : l'attachement à la continuité historique d'un peuple, l'importance de la famille et de la filiation, la liberté individuelle conjuguée avec la responsabilité et la subsidiarité, le respect de l'ordre, l'enracinement dans des repères identitaires concrets. C'est donc bien le rejet du déclin et de la fatalité ainsi qu'un retour à l'ordre naturel des choses qui définissent d'abord ce qu'est être de droite.

Cette ontologie « métaphysique »[21] doit trouver sa traduction dans une réalité politique pour que la droite voie triompher les principes auxquels elle est profondément attachée. Philippe d'Iribarne souligne la difficile alliance entre les droites historiques de René Rémond, mais l'enjeu migratoire, essentiel et existentiel, doit permettre de réunir les quatre familles de droite derrière l'avenir de la France.

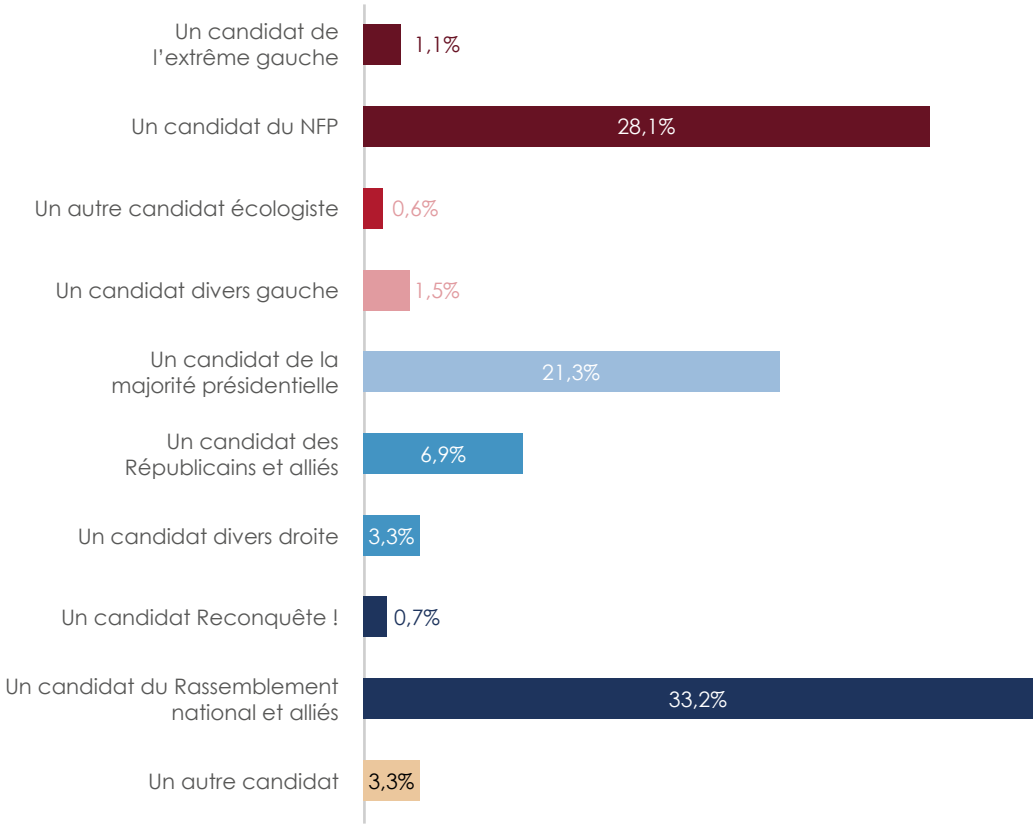
La radicalité croissante des attentes du peuple de droite, notamment de la « droite intégrale », contraste ainsi avec une offre politique à ce jour encore morcelée et souvent timorée. La démocratie étant l'expression de la volonté du peuple, ce décalage ne saurait durer. Il appartient dès lors à la société civile de réduire cet écart entre les aspirations du pays et leur traduction politique, en faisant émerger les idées, les travaux et les initiatives susceptibles de leur donner corps dans une vision politique cohérente, et de préparer les réponses politiques aux grands enjeux du XXIe siècle.

[21] « Être de droite n'est pas d'abord une attitude politique, comme beaucoup l'imaginent, c'est une attitude dont il faut comprendre qu'elle est d'abord, en profondeur, métaphysique », Claude Polin, « La droite, et ses Conclusions », *ITEM, Revue d'opinion libre*, mars 1978, p. 174

Annexes

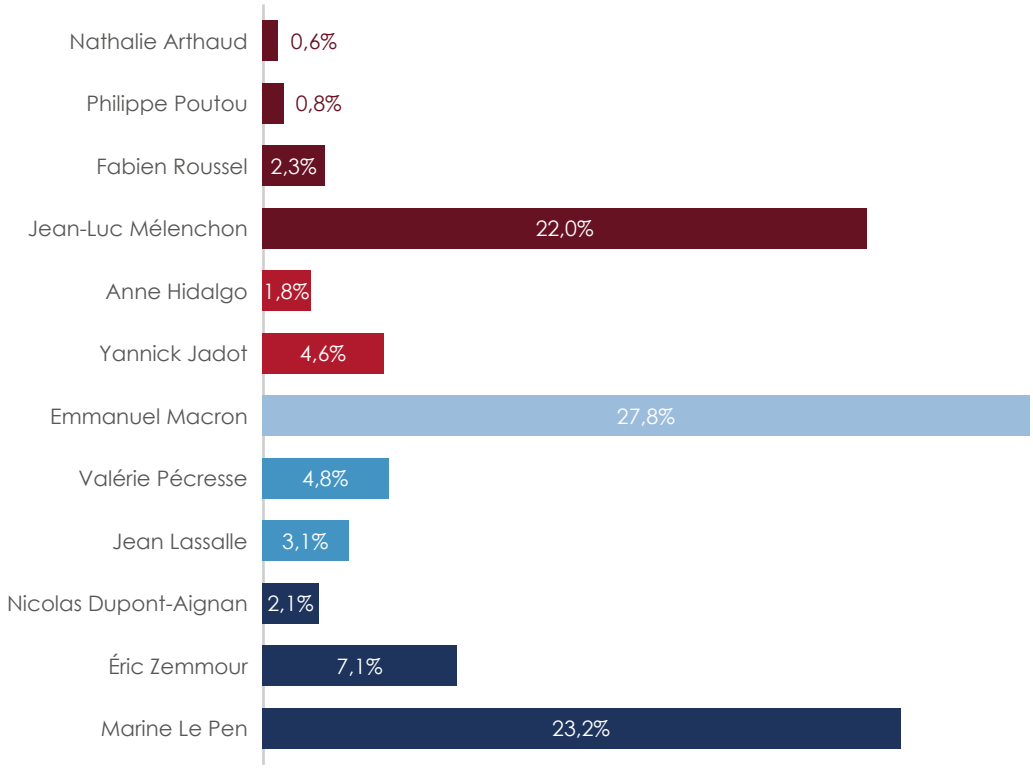
RÉSULTATS DU 1ER TOUR DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 2024

Source : *Ministère de l'Intérieur*
Rappel de la participation *: 66,7%*



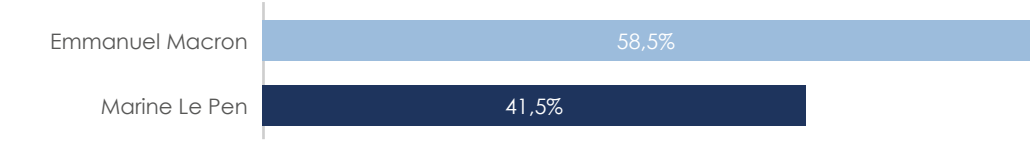
RÉSULTATS DU 1ER TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2022

Source : *Ministère de l'Intérieur*
Rappel de la participation *: 73,7%*



RÉSULTATS DU 2E TOUR DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2022

Source : *Ministère de l'Intérieur*
Rappel de la participation *: 72,0%*



MÉTHODOLOGIE

*Cette étude s'appuie sur un **sondage exclusif réalisé par OpinionWay** pour Périclès auprès d'un échantillon de **3 146 personnes** représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence.*

*Il en a été extrait **2 783 personnes de nationalité française ayant voté** au 1er tour de l'élection présidentielle de 2022 et/ou au 1er tour des élections législatives de 2024. Les chiffres présentés tout au long de l'étude sont, sauf indication contraire, **les réponses des « électeurs actifs »**. À l'exception de la Figure 02, les abstentionnistes récurrents, qui ne participent pas à la vie électorale, ont donc été retirés du périmètre de l'étude.*

*L'échantillon a été interrogé par **questionnaire auto-administré en ligne sur système CAWI** (Computer Assisted Web Interview).*

*Les interviews ont été réalisées du **21 au 31 mai 2026**. Pour les remercier de leur participation, les panélistes ont touché des incentives ou ont fait un don à l'association proposée de leur choix.*

*OpinionWay a réalisé cette enquête en appliquant les procédures et règles de la **norme ISO 20252**.*

*Les résultats de ce sondage doivent être lus en tenant compte des **marges d'incertitude** : 0,8 à 1,8 points au plus pour un échantillon de 3 000 répondants.*

*Toute publication totale ou partielle doit impérativement utiliser la mention complète suivante : **« Une France de droites - Étude Périclès avec un sondage OpinionWay »** et aucune reprise de l'enquête ne pourra être dissociée de cet intitulé.*

Profil de l'échantillon

Population française âgée de 18 ans et plus.
Source : INSEE

SEXE	
Hommes	48%
Femmes	52%

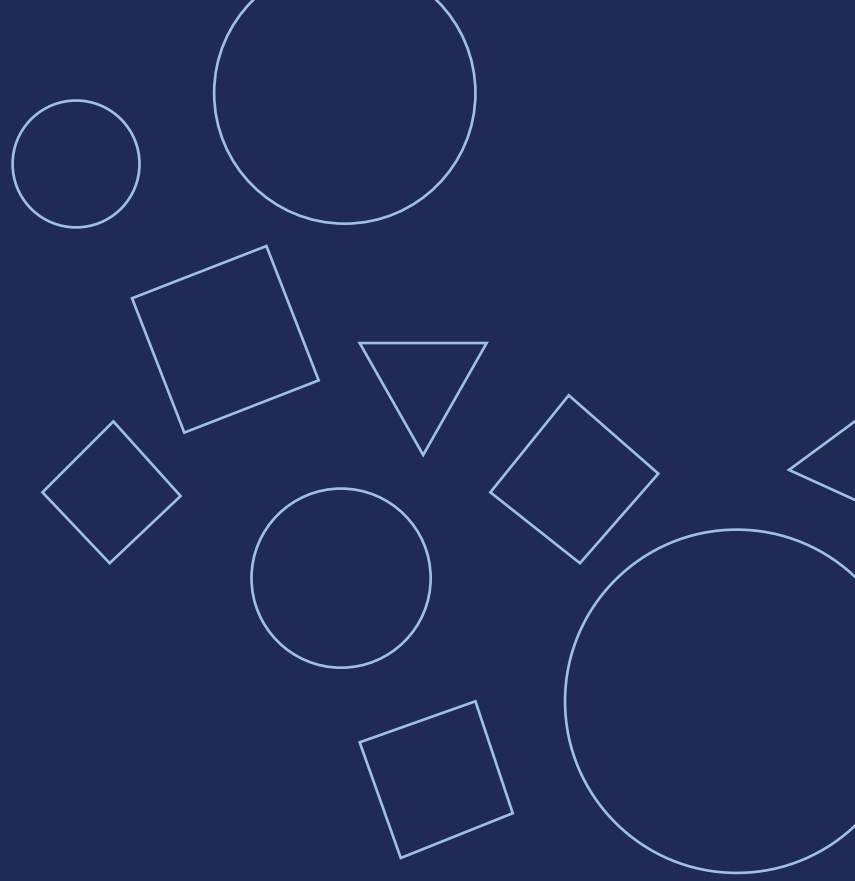
ÂGE	
18 à 24 ans	10%
25 à 34 ans	15%
35 à 49 ans	24%
50 à 64 ans	25%
65 ans et plus	26%

ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE	
Catégories socioprofessionnelles supérieures	**31%**
Agriculteurs / Artisans / Commerçants / Chefs d'entreprise	5%
Professions libérales / Cadres	11%
Professions intermédiaires	15%
Catégories populaires	**28%**
Employés	16%
Ouvriers	12%
Inactifs	**41%**
Retraités	28%
Autres inactifs	13%

RÉGION	
Île-de-France	18%
Nord-ouest	23%
Nord-est	22%
Sud-ouest	12%
Sud-est	25%

TAILLE D'AGGLOMÉRATION	
Une commune rurale	21%
De 2 000 à 19 999 habitants	18%
De 20 000 à 99 999 habitants	14%
100 000 habitants et plus	30%
Agglomération parisienne	17%

© Périclès 2026
128 rue La Boétie 75008 Paris
contact@periclesfrance.org



Périclès est la première société d'intelligence politique de droite en France.

Acteur métapolitique de long terme,
Périclès soutient et suscite des projets qui répondent aux grands enjeux du XXIe siècle pour la France.

www.periclesfrance.org